

**BAROMÈTRE D'OPINION DE LA DREES
SUR LA SANTÉ, LA PROTECTION
SOCIALE ET LES INÉGALITÉS**

Principaux enseignements de l'enquête 2013

- Janvier 2014 -

Réf. TW877

BVA Opinion

Directrice adjointe : Céline BRACQ
Chargé d'études : Jules MOURIER

Drees

11, place des 5 martyrs du lycée Buffon
75696 Paris Cedex 14

Le Baromètre d'opinion de la Drees est un outil de référence pour analyser l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap-dépendance, pauvreté-exclusion) ainsi que sur les inégalités sociales.

L'enquête est réalisée à la demande de la Drees par l'Institut BVA depuis 2004. Elle existe depuis 2000.

Un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans ou plus a été interrogé en face-à-face, du 14 octobre au 26 novembre 2013, en France métropolitaine.

Cet échantillon est constitué de plus de 4 000 personnes en 2013, ce qui représente une taille importante pour ce type d'enquête. Il a été construit selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

SOMMAIRE

Les chiffres clés 2013.....	7
Introduction	8
I – Enjeux sociaux	9
A - Evaluation et caractérisation des préoccupations des Français	10
1. Des Français relativement optimistes pour eux-mêmes mais pessimistes pour l'avenir de leurs enfants.....	10
2. Des Français toujours très préoccupés par le chômage, le cancer et la pauvreté	11
B - Des Français nombreux à juger la société de plus en plus injuste et inégale	13
1. Une société perçue comme injuste	13
2. Les Français estiment que les inégalités se creusent.....	15
C - L'opinion des Français sur les sujets de « société » et les rapports hommes/femmes dans la société.	16
1. Une normalisation croissante de l'homosexualité	17
2. L'érosion des modèles familiaux traditionnels et l'aspiration croissante à la parité	17
3. Malgré un certain pessimisme, les Français restent en majorité confiants dans la réduction des inégalités hommes / femmes	19
D - Des Français en attente de réformes et d'interventions de l'Etat ...	20
1. L'écrasante majorité des Français souhaitent voir un changement dans la société	20
2. Près de la moitié des Français estiment toujours que l'Etat n'intervient pas suffisamment en matière économique et sociale, mais ils sont plus nombreux que par le passé à estimer qu'il intervient trop	21
II – Les Français et le système de protection sociale.....	24
A - Des Français toujours majoritairement attachés à l'universalité du système de protection sociale.....	24
B - Le financement du système de protection sociale	26
1. Le financement de la protection sociale par l'État et les cotisations des entreprises : une adhésion au système actuel.....	26

2.	Des Français toujours très attachés au caractère essentiellement public de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse	30
3.	Une réticence persistante à cotiser davantage ou à voir baisser les niveaux de prestations	31
	III – Les Français et leur santé.....	34
	A - Perception générale de l'état de santé de la population.....	34
1.	Des Français qui déclarent être en bonne santé mais de plus en plus partagés quant à l'état de santé de leurs concitoyens	34
2.	Des Français critiques vis-à-vis de la surabondance en matière d'information médiatique sur la santé publique.....	34
3.	Des Français de plus en plus méfiants concernant la qualité des aliments et sévères quant à la gestion de l'Etat des crises sanitaires.....	35
	B - Perception à l'égard du système de santé	37
1.	Deux tiers des Français pensent que l'accès aux soins en France est le même pour tous	37
2.	Des Français plutôt optimistes sur l'évolution de la qualité des soins en cabinet médical mais partagés concernant l'hôpital.....	39
3.	Bien que les Français restent très largement attachés à la Sécurité Sociale, plus de 8 sur 10 considèrent que les dépenses de santé sont trop élevées du fait d'une mauvaise gestion du système.	39
	C - Mesures de réduction des dépenses de santé et réforme de l'assurance maladie	41
1.	Les Français majoritairement favorables à ce que les mesures de réduction du déficit touchent les professionnels de la santé	41
2.	Participations forfaitaires : bien que perçues comme synonymes d'inégalités d'accès aux soins, les Français les acceptent de mieux en mieux.....	42
	IV – Handicap	44
	A - Perception générale et représentations du handicap dans la société	44
1.	La personne en fauteuil roulant : archétype social de l'handicapé.	44
2.	Selon six Français sur dix, la société actuelle fait des efforts pour intégrer les personnes handicapées.....	45
	B - Handicap : opinions à l'égard des politiques sociales.....	46
1.	Les pouvoirs publics considérés comme les principaux acteurs de la prise en charge des personnes handicapées	46

2. Plus de 6 Français sur 10 favorables à ce qu'une aide financière soit accordées aux seules personnes handicapées disposant de faibles revenus	46
C - L'accueil des personnes handicapées au travail et à l'école.....	46
1. Des mesures spécifiques pour favoriser l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées	46
2. L'environnement scolaire globalement décrit comme peu adapté aux enfants handicapés.....	48
V- Dépendance	49
A - Attitude générale face à la dépendance	49
1. La réaction des Français diverge face à la dépendance de leurs parents.....	49
2. La perspective de vivre dans un établissement pour personnes âgées est difficile à envisager pour une majorité de Français	50
B - Dépendance : opinion à l'égard des politiques sociales	51
1. L'Etat, 1 ^{er} acteur attendu pour la prise en charge des personnes âgées dépendantes.....	51
2. Pour les Français, l'attribution d'une aide financière est à réserver en priorité aux personnes disposant de faibles revenus.....	53
3. Six Français sur dix sont disposés à épargner en vue d'une dépendance pouvant les concerner	53
C - La situation des aidants, acteurs essentiels de la prise en charge des personnes dépendantes	54
1. Huit aidants sur dix ne se sentent pas assez considérés par les pouvoirs publics	54
2. Les mesures de formation considérées comme prioritaires pour faciliter la vie des aidants	55
VI – Pauvreté et exclusion	56
A - Perception générale et représentations de la pauvreté	56
1. Des Français de plus en plus pessimistes quant à l'évolution de la pauvreté	56
2. La pauvreté : des facteurs multiples, souvent liés au risque de se retrouver sans emploi	57
3. Les jeunes plus souvent perçus comme vulnérables face à la pauvreté et à l'exclusion.....	59
4. Le coût perçu de la vie en constante augmentation	60

5. Les valeurs de concurrence et d'égalité auxquelles adhèrent les Français dans un contexte social difficile pour leur emploi.....	61
---	----

B - Pauvreté et exclusion : opinion à l'égard des politiques sociales ...62

1. L'État : acteur essentiel dans la prise en charge de la précarité	62
2. Le montant du RSA est jugé insuffisant	62
3. Des Français partagés sur les modalités de versement du RSA et sur son impact	62
4. 95% des Français considèrent que les allocations chômage doivent être soumises à contreparties.....	63
5. Des Français globalement favorables à l'attribution des logements sociaux en priorité aux plus démunis.....	64

VII – Les Français et les retraites 65

A - Des Français de plus en plus pessimistes pour leur retraite65

1. Un sentiment croissant de paupérisation des retraités qui se confirme	65
2. Souhait et pronostic de départ en retraite : un âge pressenti de plus en plus élevé	66
3. Des Français de plus en plus disposés à prolonger leur activité pour bénéficier d'une retraite à taux plein	68
4. Des Français majoritairement prêts à voir baisser leurs revenus au moment du départ à la retraite.....	68

B - Les modalités de départ à la retraite : les Français plutôt favorables à des avantages liés à la parentalité et au départ à la retraite anticipée pour les carrières longues et les ouvriers.....69

1. Le fait d'avoir élevé des enfants, un critère très légitime pour se voir accorder des avantages au moment de la retraite	69
2. Pour les Français, le fait d'avoir travaillé plus jeune justifie largement un départ à la retraite anticipé	70
3. Un avis partagé sur le souhait de voir les cadres travailler plus longtemps que les autres catégories socioprofessionnelles	70

C - Les grands principes de financement du système de retraite.....70

1. L'allongement de la durée de cotisation et le recul de l'âge de la retraite en tête des préférences de réformes	70
2. Des Français toujours partagés sur le développement de l'épargne individuelle pour compléter les retraites.....	71

Les chiffres clés 2013

- * **70%** des Français sont pessimistes pour l'avenir de leurs enfants alors qu'ils sont 52% à être optimistes pour eux-mêmes Voir p. 10
- * **92%** des Français estiment que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté depuis 5 ans, contre 73% en 2000..... Voir p. 56
- * **62%** des Français jugent normal que la France consacre un tiers du revenu national au financement de la protection sociale, contre 20% qui estiment cette part excessive et 15% qui l'estiment insuffisante Voir p. 26
- * **92%** des Français souhaitent que le système d'assurance maladie reste essentiellement public Voir p. 30
- * **73 %** des Français se considèrent en bonne santé, et c'est le cas de **89 %** des moins de 35 ans. Voir p. 34
- * **62%** des Français estiment inenvisageable de vivre à l'avenir dans un établissement pour personnes âgées Voir p. 50
- * **65%** des Français seraient prêts à épargner en prévision d'une situation de dépendance pouvant les concerner à l'avenir.. Voir p. 53
- * **61%** des non-retraités souhaiteraient prendre leur retraite entre 60 et 64 ans, contre 47% en 2008 et 38% en 2004 Voir p. 66
- * **73%** des non-retraités considèrent que leur niveau de vie, une fois leur retraite prise, sera moins bon que celui de l'ensemble de la population, contre 68% en 2008 et 60% en 2004 Voir p. 65

Introduction

Cette année, l'étude menée par l'institut BVA pour la Drees à propos de la perception des Français sur leur santé, la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap-dépendance, pauvreté-exclusion) ainsi que sur les inégalités sociales est le reflet, une nouvelle fois, de la crise socio-économique que la société française traverse actuellement. L'étude montre en effet que les Français semblent inquiets concernant leur avenir.

Évoqué de longue date, un projet de réforme de la prise en charge de la dépendance a été annoncé pour 2014. Dans la situation actuelle, huit aidants d'une personne dépendante sur dix ne se sentent pas assez aidés et considérés par les pouvoirs publics.

De nombreuses manifestations ont occupé l'actualité du premier semestre de 2013. Elles concernent notamment le mariage pour tous, voté en mai 2013. Cette forte actualité a pu marquer une partie des répondants au Baromètre et l'on constate à cet égard une progression de l'acceptation de l'homosexualité dans l'opinion.

Par ailleurs, une nouvelle réforme des retraites a été votée par le Parlement le 18 décembre 2013. Les deux dispositions principales sont l'augmentation de la durée de cotisation (elle passera progressivement à 43 ans, au lieu de 41 ans, en 2035) et la mise en place d'un compte pénibilité pour les salariés du privé d'ici 2016. Depuis 2004, l'âge souhaité de départ à la retraite et l'âge pronostiqué de départ à la retraite ont augmenté de 2 ans selon les données du Baromètre.

Enfin, le taux chômage est supérieur à 10 % depuis la fin de l'année 2012, et l'on remarque que les Français sont cette année 47 % à juger que le chômage est le problème à régler en priorité en France. Cette proportion, en légère baisse par rapport à 2012, a néanmoins fortement augmenté depuis 2007, année où 34 % des personnes interrogées jugeaient que le chômage était prioritaire devant la pauvreté et l'exclusion, les inégalités, la délinquance et l'insécurité, le financement de la sécurité sociale, l'avenir des retraites ou encore le poids de la fiscalité.

C'est donc dans un climat particulier que les informations de cette enquête ont été recueillies. Ce dernier a été réalisé en face à face du 14 octobre au 26 novembre 2013, auprès d'un échantillon national de 4 025 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans ou plus en France métropolitaine.

En niveau comme en évolution, auprès de l'ensemble des personnes interrogées comme dans le détail des variables sociodémographiques, la note qui suit présente les principaux enseignements de cette étude d'envergure.

I – Enjeux sociaux

- * **70%** des Français sont pessimistes pour l'avenir de leurs enfants alors qu'ils sont 52% à être optimistes pour eux-mêmes *Voir p. 10*

- * **47%** des Français estiment que le chômage est le problème dont il faut s'occuper en priorité *Voir p. 12*

- * **14%** des Français estiment que les homosexuels ne sont pas des gens comme les autres, alors qu'ils étaient près de 30% à le penser en 2000 *Voir p. 17*

L'étude confirme une fois encore une tendance générale des Français au pessimisme, notamment concernant leur avenir. En effet, malgré une légère baisse par rapport à 2012, le niveau de pessimisme reste à un niveau élevé, dans la lignée de ce qui est perceptible depuis la crise de 2008.

Alors que les Français sont de plus en plus inquiets pour leur avenir et surtout pour celui de leurs enfants et des générations futures, la hiérarchie de leurs préoccupations reste globalement similaire à celle des années précédentes. Ainsi, la pauvreté, le chômage et le cancer arrivent une nouvelle fois en tête des divers problèmes sociaux cités pour la quasi-totalité des Français, de même que les problèmes liés à l'environnement et aux crises géopolitiques, financières, ou migratoires internationales.

Les personnes enquêtées demeurent tout aussi critiques qu'en 2012 à propos des inégalités face à l'accès aux soins. L'inquiétude quant à l'accomplissement de l'égalité hommes/femmes se maintient également. De même, les sentiments d'inégalités de revenus et de logement sont toujours très importants.

Les Français réclament, par ailleurs, plus de protection de l'Etat, mais sont de moins en moins nombreux à croire en sa capacité à résoudre en profondeur les principaux problèmes du pays, comme le chômage ou les inégalités sociales.

A - Evaluation et caractérisation des préoccupations des Français

Le chômage, la pauvreté et le cancer demeurent des préoccupations majeures pour la quasi-totalité des Français. En règle générale, ces derniers sont plutôt optimistes quant à leur situation personnelle, ils le sont moins, en revanche, pour l'avenir des générations futures.

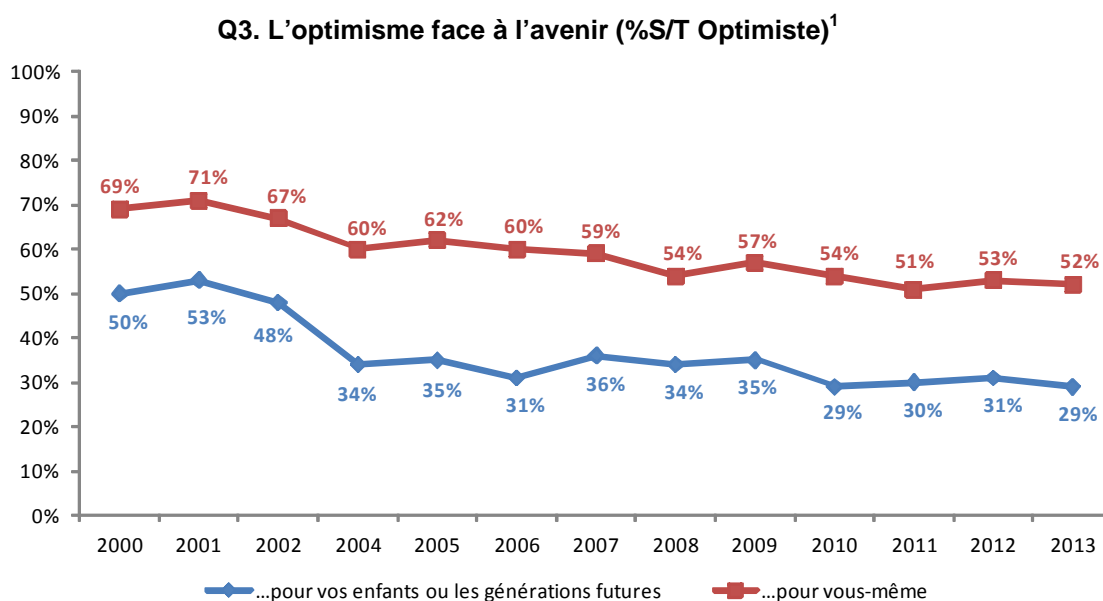
1. Des Français relativement optimistes pour eux-mêmes mais pessimistes pour l'avenir de leurs enfants

Comme en 2012, cette année plus de trois Français sur quatre estiment avoir une très bonne situation actuelle (77%). A l'inverse 23% d'entre eux estiment que leur situation est mauvaise.

En outre, 46% des Français trouvent que la situation de leurs parents était meilleure que la leur au même âge. Bien que depuis 2004 cette opinion s'est en tendance largement diffusée (+13 points entre 2004 et 2011), ce résultat reste stable par rapport à celui de l'an dernier.

Les Français demeurent de plus pessimistes pour leur propre avenir (47%). Quant à l'avenir de leurs enfants, la tendance est à l'extrême pessimisme, avec un résultat atteignant les 70% d'opinion négatives. Seul 29% des Français sont optimistes pour l'avenir de leurs enfants, comparé au résultat de l'an 2000, cela constitue une baisse importante de 21 points.

Graphique 1 :



¹ Q3. Quand vous pensez à l'avenir, êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste ?

Parmi les personnes interrogées, sur 52% d'optimistes, 56% sont des hommes et 49% sont des femmes. Les personnes âgées de moins de 35 ans imaginent un avenir meilleur (61%) que les personnes âgées de 35 ans et plus (49%). Les personnes ayant un revenu supérieur à 2 400 euros font également preuve d'un certain optimisme (58%). Enfin, la question montre qu'une personne ayant au moins un bac plus deux (66%) est plus optimiste qu'une personne n'ayant aucun diplôme (42%).

2. Des Français toujours très préoccupés par le chômage, le cancer et la pauvreté

Comme en 2012, les trois sujets majeurs qui préoccupent les Français sont : la pauvreté (93% de personnes préoccupées), le chômage (91%) et le cancer (88%).

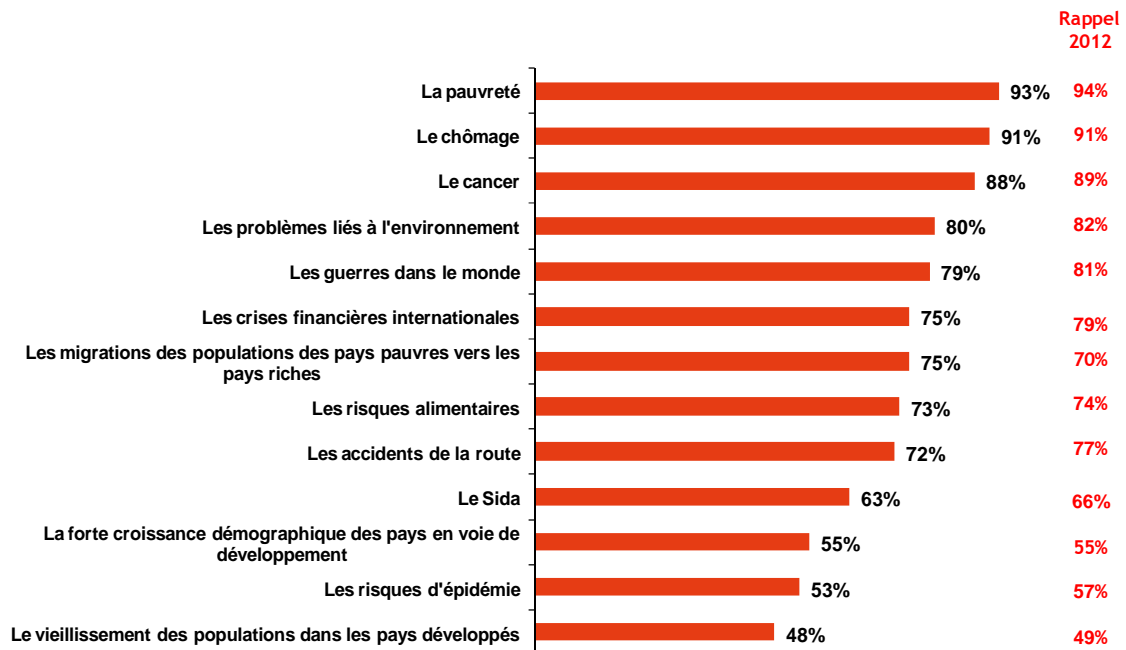
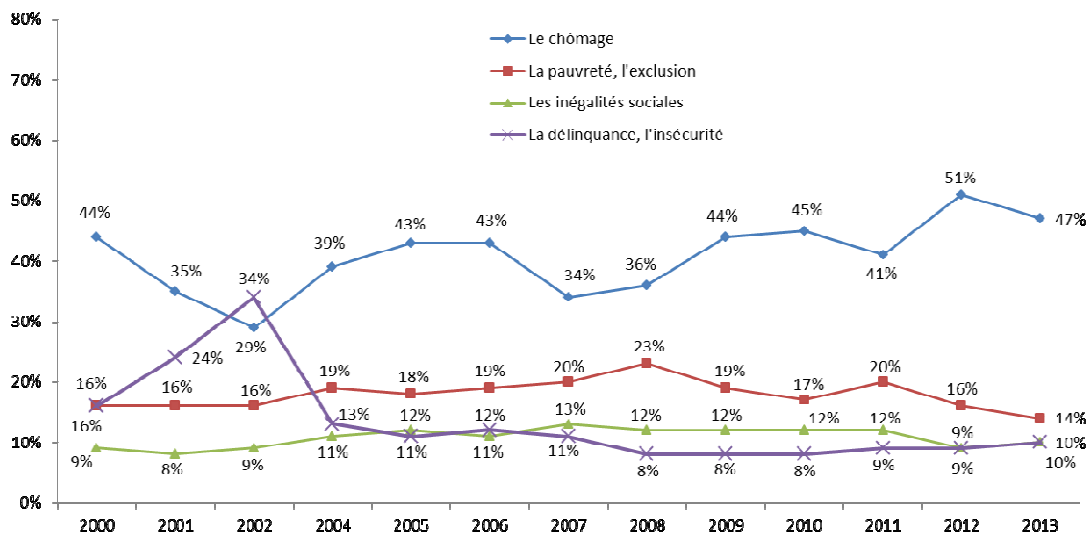
L'évolution la plus significative au sein de la hiérarchie des sujets testés, est celle des craintes liées aux migrations des populations des pays pauvres vers les pays riches (75% en 2013), avec un bond de 5 points par rapport à l'année dernière. En revanche la chute la plus importante concerne les préoccupations ayant trait aux accidents de la route (72% en 2013 contre 77% en 2012) : 5 points également. En outre, bien que ce sujet reste une préoccupation majeure, on note un recul de 2 points de la part des Français préoccupés par les problèmes liés à l'environnement (80% en 2013 contre 82% en 2012). Cette cause de préoccupation arrive toute de même à la quatrième place chez les Français interrogés.

Contrairement à 2012, comme pour le cancer, l'étude met cette année en évidence une légère baisse des préoccupations liées au Sida : 63% en 2013 contre 66% en 2012. Au rang des préoccupations liées à l'économie, le risque de crise financière internationale continue à être présent pour une très large majorité des Français (75%) malgré une baisse de 4 points par rapport à l'an dernier.

Pour les autres sujets, les parts de Français préoccupés conservent une certaine stabilité : les risques alimentaires (73%, -1 point), la forte croissance démographique des pays en voie de développement (55%) et le vieillissement des populations dans les pays développés (48%, -1 point).

Contrairement à l'année 2012, les préoccupations liées au chômage, bien que demeurant le problème à régler en priorité pour les Français, enregistrent une baisse de 4 points par rapport à l'année dernière (51% en 2012 contre 47 % en 2013). Le problème du financement de la sécurité sociale perd un point comparé à 2012 (5% en 2012, contre 4% en 2013) et la pauvreté et l'exclusion perdent deux points (16% en 2012 contre 14% en 2013).

Les autres problèmes proposés ne dépassent pas 10% (délinquance et insécurité, inégalités sociales, poids de la fiscalité et avenir des retraites), avec toutefois une augmentation notable de 3 points concernant le poids de la fiscalité (5% en 2012 contre 8% en 2013).

Graphique 2:**Q4. Causes de préoccupations personnelles²****Graphique 3 :****Q6. Comparatif des principaux problèmes dont il faut s'occuper en priorité en France**(% En 1^{er})³

² Q4. Pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il VOUS préoccupe VOUS PERSONNELLEMENT beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?

³ Q6. Parmi les problèmes suivants, quel est celui dont il faut s'occuper en France ...? Les items liés au financement de la sécurité sociale, à l'avenir des retraites et au poids de la fiscalité ayant été cités « en 1^{er} » par moins de 10% des Français ne sont pas présentés ici.

Notons que les personnes ayant davantage cité le chômage comme étant un problème dont il faut s'occuper en priorité sont surreprésentées parmi les employés (44%) et les ouvriers (52%), les personnes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat (51%) et les résidents du Nord de la France (57%).

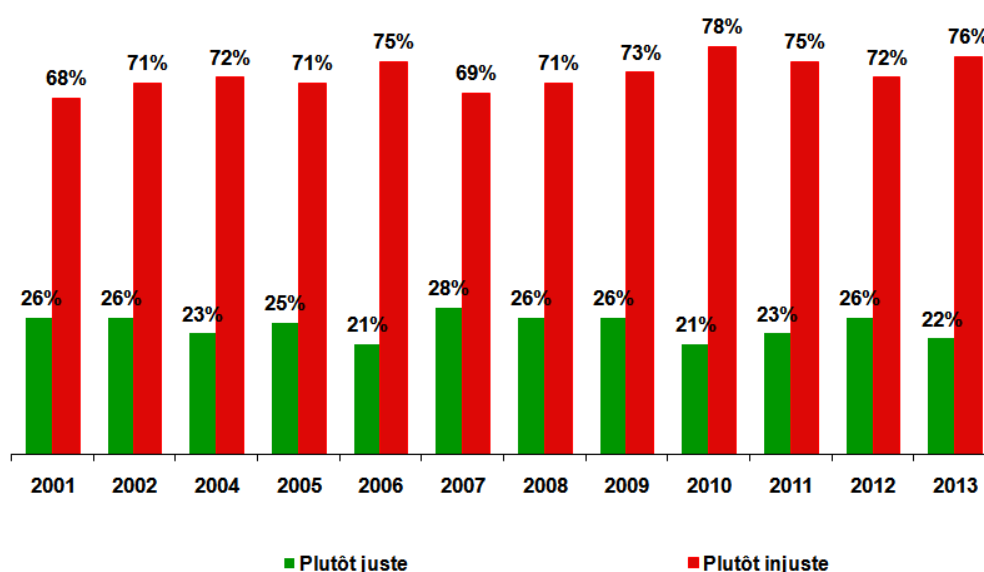
B - Des Français nombreux à juger la société de plus en plus injuste et inégale

1. Une société perçue comme injuste

Depuis la création de ce Baromètre, une très large majorité d'individus perçoit la société française comme plutôt injuste. En 2013, 76% des Français estiment que la société française est plutôt injuste. Ce résultat a augmenté de 4 points par rapport à l'année dernière et se rapproche du score record de l'année 2010 (78%).

Graphique 4 :

Q8. Perception du caractère juste ou injuste de la société (%)⁴



Ce sentiment d'injustice est, ici encore, particulièrement exprimé par certaines catégories sociales : les femmes (78% contre 74% des hommes), les personnes âgées de 50 ans et plus (79% contre 70% des moins de 35 ans), les ouvriers (83%) et les non diplômés (86%).

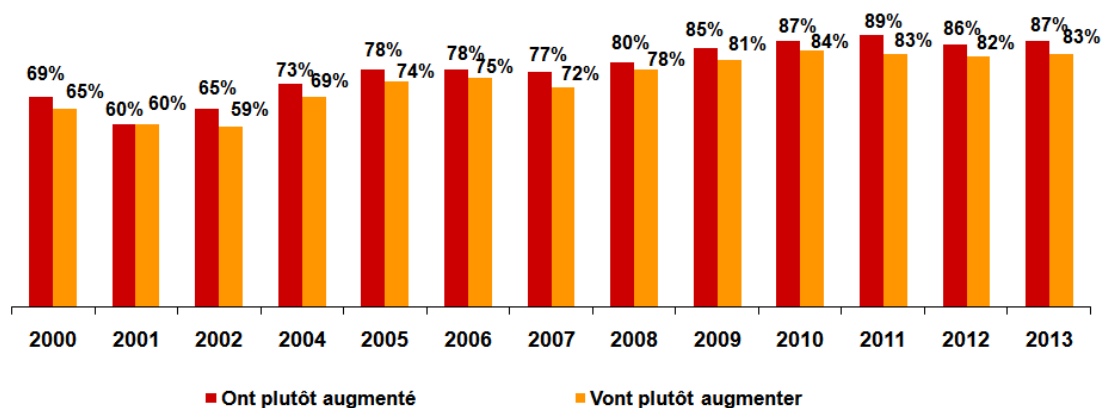
Quand on les interroge sur l'évolution des inégalités sur ces 5 dernières années, les Français considèrent que celles-ci ont augmenté (87%, +1 point par rapport à 2012). Ce résultat est en retrait par rapport au chiffre record de 2011 (89%), mais 7 points supérieur du résultat observé en 2008 (80%) et 27 points supérieur à 2001 (60%).

⁴ Q8. La société française aujourd'hui, vous paraît-elle plutôt juste ou plutôt injuste ?

La part de ceux qui considèrent qu'elles vont augmenter est également élevée (83%, +1 point par rapport à 2012). Depuis 2009, plus de quatre Français sur cinq partagent cette opinion alors qu'en 2001 et 2002, seuls trois Français sur cinq anticipaient une augmentation des inégalités.

Graphique 5 :

Q15-Q16. Perception des inégalités depuis 5 ans et dans l'avenir (%)⁵



⁵ Q15. Globalement, depuis 5 ans, diriez-vous que les inégalités en France... ?
Q16. Et à l'avenir, pensez-vous que les inégalités en France... ?

2. Les Français estiment que les inégalités se creusent

Tableau 1 :Q17⁶-Q18⁷. Comparatif des inégalités les plus répandues et les moins acceptables

	-COMPARATIF- TOTAL DES CITATIONS					
	Les inégalités les plus répandues			Les inégalités les moins acceptables		
	2013	2012	Evolu- tion	2013	2012	Evolu- tion
	%	%		%	%	
Les inégalités de revenus	59	59	=	31	31	=
Les inégalités de logement	31	37	-6	33	41	-8
Les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi	27	24	3	22	19	3
Les inégalités d'accès aux soins	22	26	-4	42	45	-3
Les inégalités par rapport au type d'emploi	18	17	1	14	14	=
Les inégalités liées à l'origine ethnique	19	17	2	31	26	5
Les inégalités dans les études scolaires	15	13	2	20	18	2
Les inégalités liées à l'héritage familial	7	6	1	7	6	1

⁶ Q17. Il existe plusieurs types d'inégalités. Parmi les suivantes, quelles sont celles qui sont, LES PLUS REPANDUES aujourd'hui dans la société française... ?

⁷ Q18. Il existe plusieurs types d'inégalités. Parmi les suivantes, quelles sont celles qui sont LES MOINS ACCEPTABLES aujourd'hui dans la société française... ?

Les inégalités de revenus sont largement considérées comme les plus répandues

Les inégalités de revenus sont, de loin, jugées les plus répandues (59% de citations, résultats stables par rapport à 2012), devant les inégalités de logement (31% de citations, en baisse de 6 points par rapport à l'année dernière) qui arrivent en seconde position.

Dans une moindre mesure, environ un Français sur quatre cite les inégalités relatives au fait d'avoir un emploi et les inégalités d'accès aux soins (respectivement 27%, soit +3 points par rapport à 2012, et 22%, soit -4 points). Ensuite, les inégalités relatives au type d'emploi (18%) et liées à l'origine ethnique (19%) sont citées à un niveau comparable aux années précédentes, tout comme les inégalités dans les études scolaires (15%) et celles liées à l'héritage familial (7%).

Les inégalités d'accès aux soins sont de loin vues comme les moins acceptables

Parallèlement, ce sont toujours les inégalités d'accès aux soins qui sont le plus souvent jugées les plus inacceptables (42% de citations, -3 points par rapport à 2012, mais en forte hausse sur la décennie passée : +11 points par rapport à 2000).

Les citations concernant les inégalités de logement perdent 8 points par rapport à l'année dernière (41% en 2012, contre 33% en 2013). Ensuite, comme l'année dernière, les inégalités de revenus sont jugées inacceptables par trois Français sur dix (31% de citations).

Les inégalités liées à l'origine ethnique sont ensuite citées par un tiers des Français (31%, +5 points par rapport à 2012) devant les inégalités relatives au fait d'avoir un emploi et celles concernant les études scolaires (citées respectivement par 22% et 20% des Français), ainsi que celles liées au type d'emploi (14%) et enfin celles liées à l'héritage familial (7%).

Les inégalités d'accès aux soins sont davantage dénoncées par les femmes (45% de citations contre 39% chez les hommes), les professions intermédiaires (43%), les retraités (43%). Ceux qui habitent dans les grandes villes (hors agglomération parisienne) sont aussi plus nombreux à pointer du doigt cette inégalité (43%), alors que ceux résidant dans l'agglomération parisienne le sont beaucoup moins (34%).

Par ailleurs, les inégalités liées à l'origine ethnique (31% de citations) sont plus souvent citées par les franciliens (39%) et les plus jeunes (41% de citation chez les 18-24 ans). L'origine des personnes interrogées a également une influence notable sur la perception de cette inégalité : 35% des étrangers citent ce type d'inégalité contre 30% des répondants ayant la nationalité française.

C - L'opinion des Français sur les sujets de « société » et les rapports hommes/femmes dans la société.

Ce Baromètre indique que les Français sont de plus en plus ouverts d'esprit sur les questions de société, concernant en particulier l'homosexualité, le mariage ou la place des femmes.

1. Une normalisation croissante de l'homosexualité

Poursuivant une tendance à la hausse depuis 2002, l'acceptation de l'homosexualité dans l'opinion se confirme : en 2013, 85% des Français estiment que « les homosexuels sont des gens comme les autres » (+4 points par rapport à 2012, +14 points depuis 2002).

Les interviewés qui adoptent la position la plus ouverte vis-à-vis de l'homosexualité sont semblables d'une année à l'autre : ce sont en majorité les femmes (90% contre 81% des hommes), les plus jeunes (90% des 18-24 ans et 91% des 25-34 ans contre 76% des 65 ans et plus), les personnes de milieux socio-économiques favorisés (91% de ceux qui ont un niveau de diplôme au moins égal à bac+2 contre 73% de ceux n'ont aucun diplôme) et les personnes qui déclarent ne pas avoir de pratiques ni d'appartenance religieuse (91% contre 68% personnes qui ont une pratique religieuse régulière).

2. L'érosion des modèles familiaux traditionnels et l'aspiration croissante à la parité

En 2013, seuls 39% des Français décrivent le mariage comme étant le cadre idéal pour la relation de couple. Il s'agit du niveau le plus bas jamais atteint depuis que cette question est posée. A titre de comparaison, en 2002, 47% des Français décrivaient le mariage comme étant le cadre idéal pour la relation de couple.

Contrairement à 2012, les hommes estiment davantage que les femmes, que le mariage est le cadre idéal de la relation de couple (44% contre 34%).

Ensuite, les plus jeunes (32% des moins de 35 ans contre 46% des plus de 50 ans), les célibataires (31%) et les personnes ne pratiquant aucune religion (27%) sont les moins susceptibles d'adhérer à une vision traditionnelle de la relation de couple fondée sur le mariage (39% de l'ensemble).

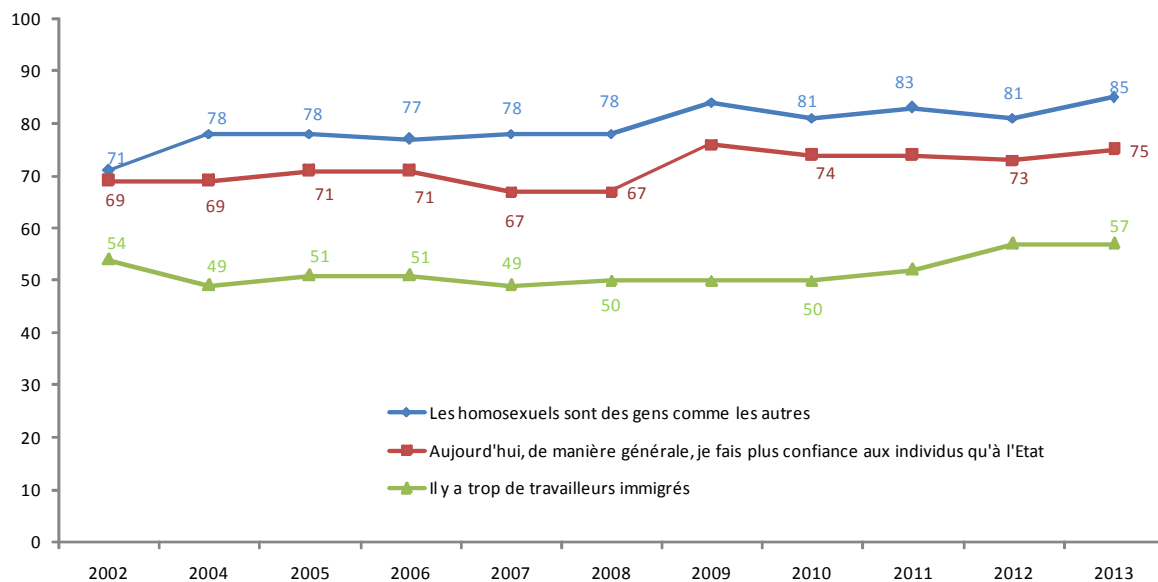
Par ailleurs, l'opinion selon laquelle « aujourd'hui, on se marie, on se quitte, on forme un autre foyer et les enfants s'y adaptent très bien » est approuvée par trois Français sur dix, un résultat en hausse constante depuis 2004 (34%, +14 points par rapport à 2004).

La place des femmes dans la société s'est sensiblement modifiée depuis que ce Baromètre est en place. En 2002, plus de quatre Français sur dix jugeaient normal qu'une femme soit « prête à faire beaucoup de sacrifices pour réussir dans son métier » et que « dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants » (43% et 42% respectivement). Aujourd'hui, ils sont respectivement 35% (-8 points) et 24% (-18 points) à penser de la sorte.

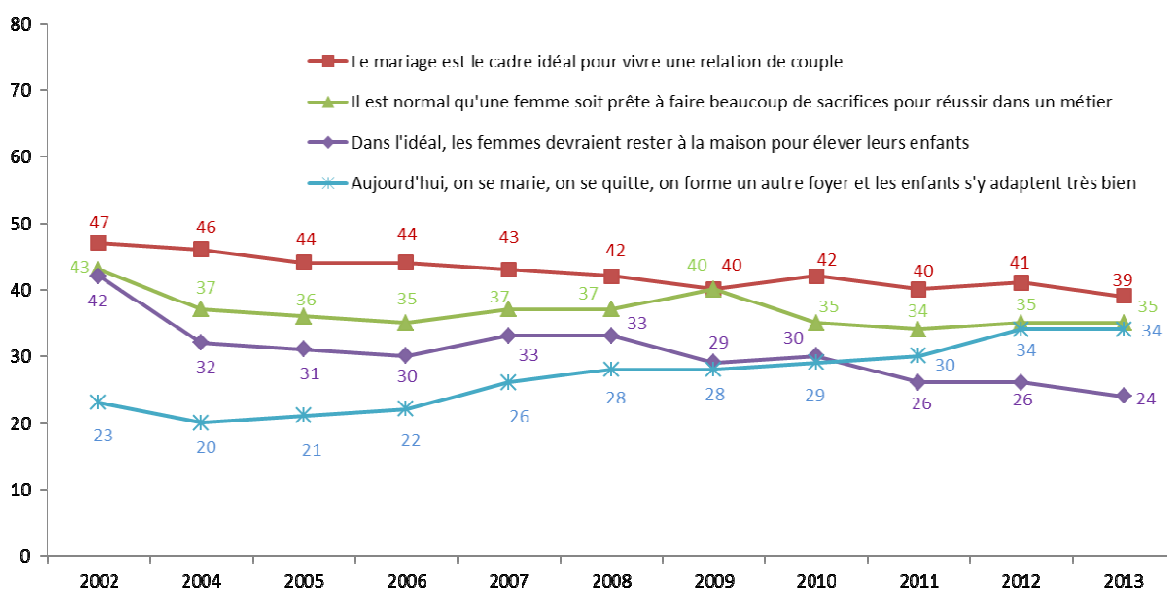
En termes de profil, le clivage générationnel est bien entendu à prendre en compte : les 65 ans et plus sont 36% à être d'accord avec l'idée que les femmes devraient rester à la maison contre 11% des 18-24 ans. Par ailleurs, on note aussi que les catégories les plus défavorisées sont plus souvent en accord avec cette opinion : les personnes sans diplôme (42%) et celles vivant dans un foyer ayant un revenu inférieur 1000 euros (29%) sont d'accord pour dire que les femmes devraient dans l'idéal rester à la maison pour élever leurs enfants.

Graphique 6 :

Q13 (1/2). Perception sur les questions d'inégalités (% Plutôt d'accord)⁸



Q13 (2/2). Perception sur les questions d'inégalités (% Plutôt d'accord)



⁸ Q13. Voici un certain nombre d'opinions. Pour chacune d'entre elles vous me direz si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ...

3. Malgré un certain pessimisme, les Français restent en majorité confiants dans la réduction des inégalités hommes / femmes

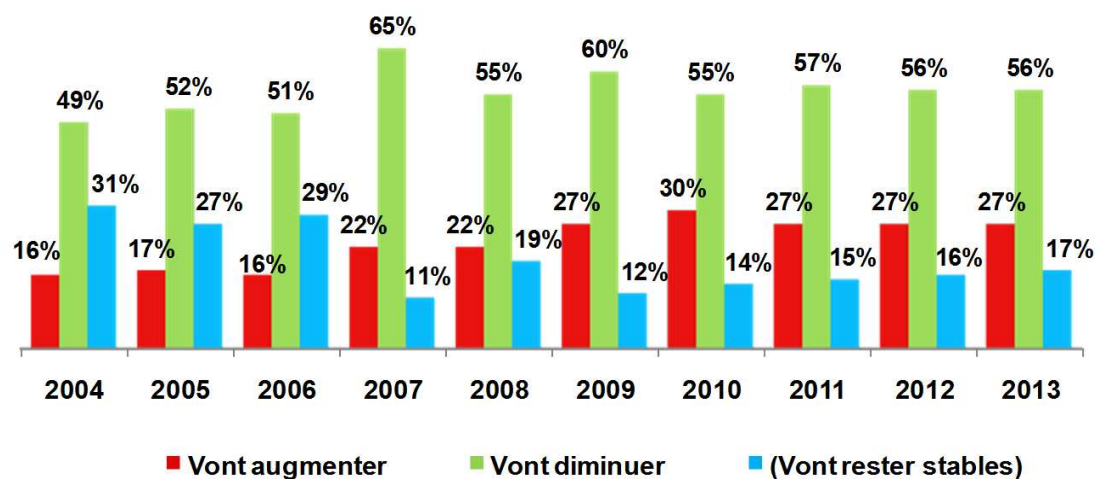
Deux tiers des Français estiment les inégalités entre hommes et femmes importantes (66%, +2 points par rapport à 2012). Ces femmes sont davantage à considérer ces inégalités comme importantes (73% contre 60% des hommes), au même titre que les personnes âgées de 50 ans ou plus (68% contre 62% des moins de 35 ans).

Une majorité des Français estime que ces inégalités vont diminuer (56%), contre 27% qui pensent au contraire que ces inégalités vont augmenter. Le différentiel entre pessimistes et optimistes s'établit ainsi à +29 en faveur des optimistes. Ce score reste globalement stable depuis 2011 (le différentiel entre pessimistes et optimistes était alors de +30).

Les femmes, qui sont les plus concernées par ces inégalités, sont bien plus pessimistes que les hommes, qui ne souffrent pas autant de ce type d'inégalités : 31% pensent que ces inégalités vont augmenter contre 22% des hommes. Par ailleurs, les plus pessimistes sont notamment les personnes les plus âgées (28% des 35 ans et plus contre 25% des moins de 35 ans), les ouvriers (31%) et les personnes sans diplôme (35%).

Graphique 7 :

Q20. A l'avenir, avez-vous le sentiment que les inégalités entre les hommes et les femmes en France... (%)



D - Des Français en attente de réformes et d'interventions de l'Etat

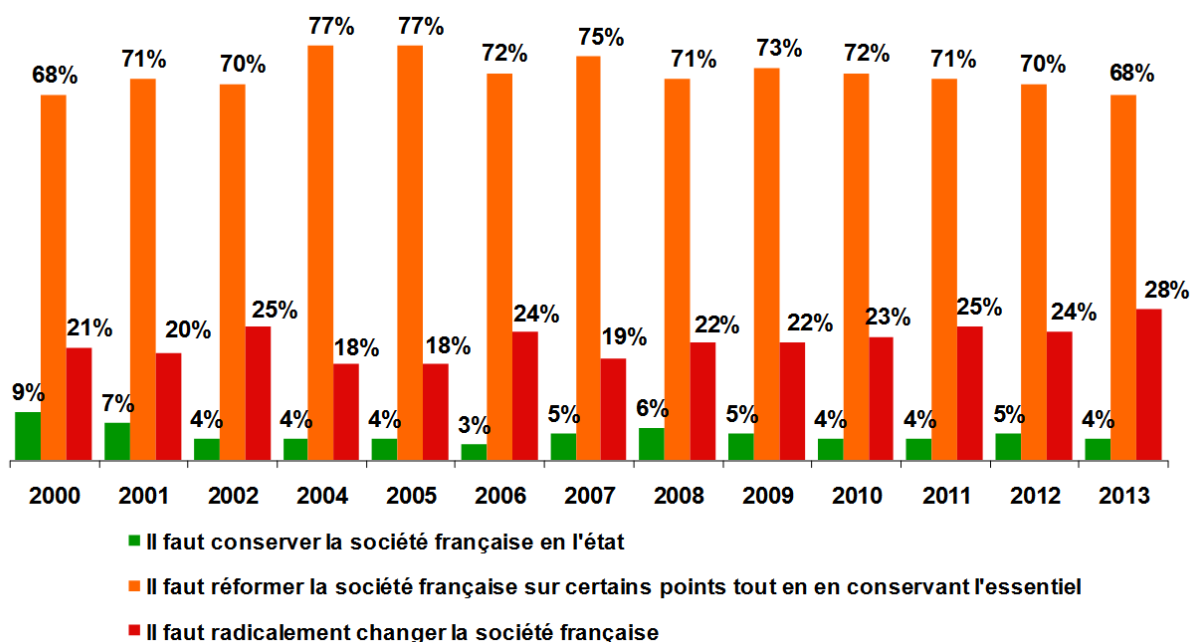
1. L'écrasante majorité des Français souhaitent voir un changement dans la société

Comme lors des précédentes vagues d'enquêtes, plus de 9 Français sur 10 estiment qu'il faudrait changer la société française. Plus précisément, 68% considèrent qu'il faut la réformer sur certains points « tout en conservant l'essentiel », et plus d'un quart souhaite un changement radical (28%). Seuls 4% des personnes interrogées pensent qu'il faut garder la société française en l'état.

En termes de profils, l'enquête révèle que les individus les plus souvent en attente d'une réforme de notre société sans changement radical sont les femmes (70% contre 66% des hommes), les professions intermédiaires (73%), les cadres (77% contre 57% des ouvriers), les personnes mariées (69% contre 63% des divorcés), les personnes les plus diplômées (78% contre 56% personnes sans diplôme), les franciliens (74%) et les personnes vivant dans un foyer ayant un revenu de plus de 2400 euros par mois (73% contre 59% des personnes vivant dans un foyer gagnant moins de 1000 euros par mois).

Graphique 8:

Q7. Quand vous pensez à la société française telle qu'elle existe aujourd'hui, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?



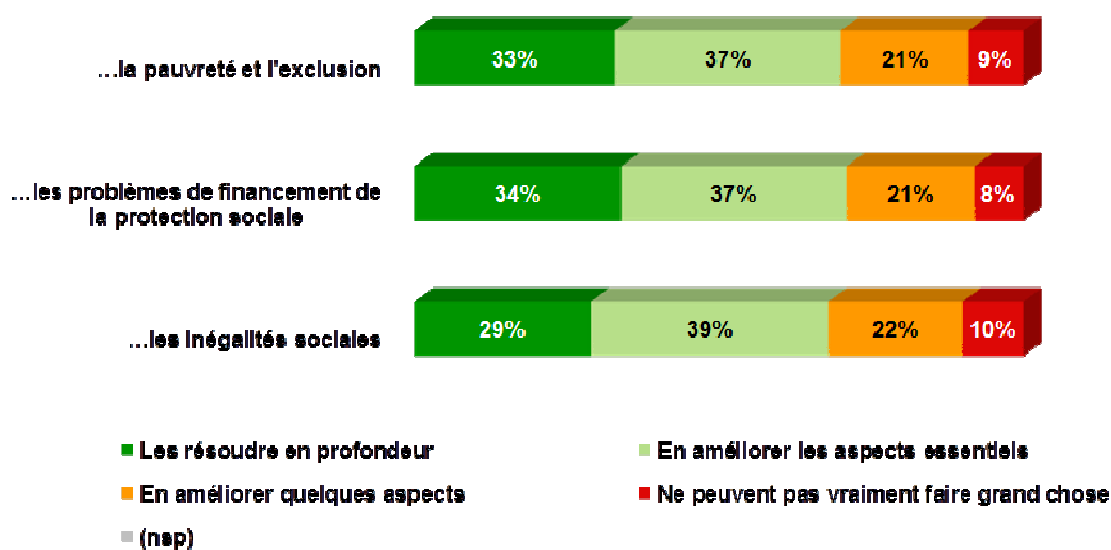
2. Près de la moitié des Français estiment toujours que l'Etat n'intervient pas suffisamment en matière économique et sociale, mais ils sont plus nombreux que par le passé à estimer qu'il intervient trop

Selon près de 4 Français sur 10, les pouvoirs publics ont la capacité d'agir pour améliorer uniquement les aspects essentiels de la pauvreté et de l'exclusion, des problèmes de financement de la protection sociale et des inégalités sociales (respectivement 37%, 37% et 39%). Seul un tiers estime, en revanche, que les pouvoirs publics peuvent résoudre ces questions « en profondeur » (respectivement 33%, 34% et 29%).

Comme en 2012, on remarque que les Français sont moins confiants dans la capacité des pouvoirs publics à régler en profondeur le problème du financement de la protection sociale. Ils leur font également moins confiance pour régler en profondeur les problèmes liés aux inégalités sociales et à la pauvreté et l'exclusion.

Graphique 9

Q11. En ce qui concerne... Estimez-vous que les pouvoirs publics peuvent...⁹

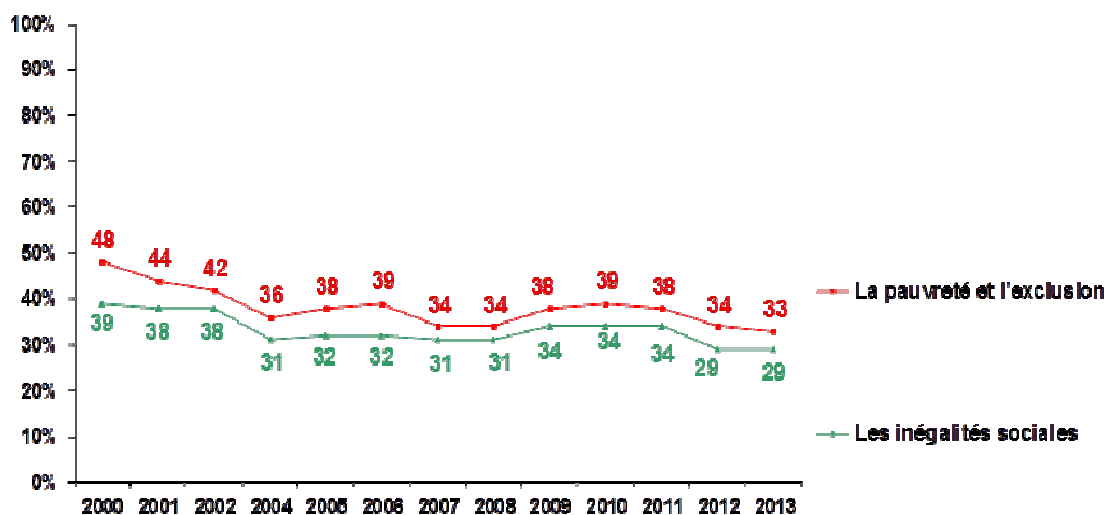


⁹ Q11. En ce qui concerne (...) estimez-vous que les pouvoirs publics peuvent les résoudre en profondeur, en améliorer les aspects essentiels, en améliorer quelques aspects ou ne peuvent pas vraiment faire grand chose ?

Graphique 10

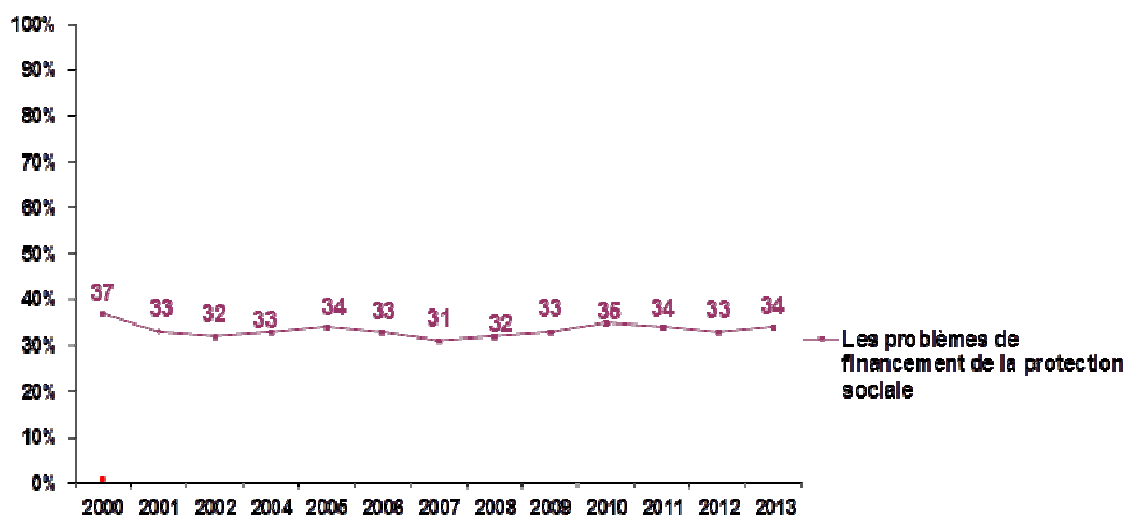
Q11 (1/2). En ce qui concerne (La pauvreté et l'exclusion / Les inégalités sociales) estimez-vous que les pouvoirs publics peuvent les résoudre en profondeur, en améliorer les aspects essentiels, en améliorer quelques aspects ou ne peuvent pas vraiment faire grand chose ?

(% les résoudre en profondeur)



Q11 (1/2). En ce qui concerne (Les problèmes de financement de la protection sociale) estimez-vous que les pouvoirs publics peuvent les résoudre en profondeur, en améliorer les aspects essentiels, en améliorer quelques aspects ou ne peuvent pas vraiment faire grand chose ?

(% les résoudre en profondeur)



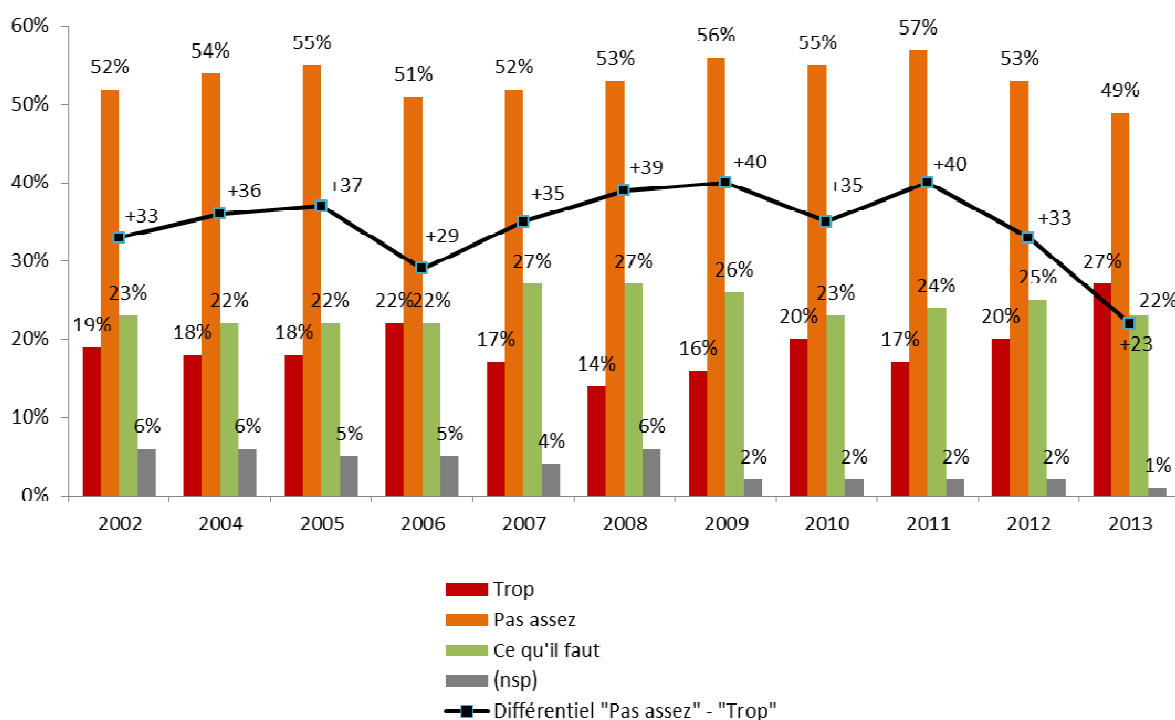
Par ailleurs, nous constatons que la moitié des Français estime que l'Etat n'intervient pas « assez » en matière économique et sociale. C'est le chiffre le plus bas depuis la création du Baromètre en 2000. Ils sont 23% à penser que l'Etat intervient « juste ce qu'il faut » et 27% à trouver qu'il intervient « trop ».

Le différentiel entre les personnes qui estiment que l'Etat n'intervient « pas assez » en matière économique et sociale et celles qui estiment qu'il intervient « trop » est ainsi de +22 cette année. Cela constitue une baisse significative de 11 points par rapport à l'an dernier.

Plus précisément, le manque d'intervention est davantage mis en avant par les femmes (52% contre 45% des hommes), les plus jeunes (55% des 18-24 ans contre 49% des 50 à 64 ans), les employés (55% contre 42% des professions libérales et des cadres), les moins diplômés (50% contre 45% des plus diplômés) et les personnes gagnant moins de 1000€ par mois (52% contre 45% des personnes gagnant plus de 2400 euros par mois).

Graphique 11:

Q10. Perception du niveau d'intervention économique et sociale de l'Etat (%)¹⁰



¹⁰ Q10. Pensez-vous qu'il y a trop d'interventions de l'État en matière économique et sociale, juste ce qu'il faut ou pas assez ?

II – Les Français et le système de protection sociale

* **92%** des Français souhaitent que le système d'assurance maladie reste essentiellement public Voir p. 30

* **78%** des Français estiment que l'assurance maladie devrait bénéficier à tous sans distinction de catégorie sociale ou de statut professionnel Voir p. 24

* **59%** des Français estiment que les entreprises ne devraient « ni plus, ni moins » cotiser qu'actuellement pour la sécurité sociale..... Voir p. 27

A - Des Français toujours majoritairement attachés à l'universalité du système de protection sociale

Les Français considèrent largement que leur système de protection sociale devrait bénéficier à tous sans distinction. Selon eux, les allocations chômage (44%), le versement d'une retraite (59%), les allocations familiales (45%) et l'assurance maladie (78%) devraient bénéficier à tous sans distinction de catégorie sociale ou de statut professionnel.

Toutefois, on remarque cette année, comme les précédentes, une augmentation significative de la part des Français qui pensent que les prestations sociales devraient être versées uniquement à ceux qui cotisent. Cette augmentation concerne :

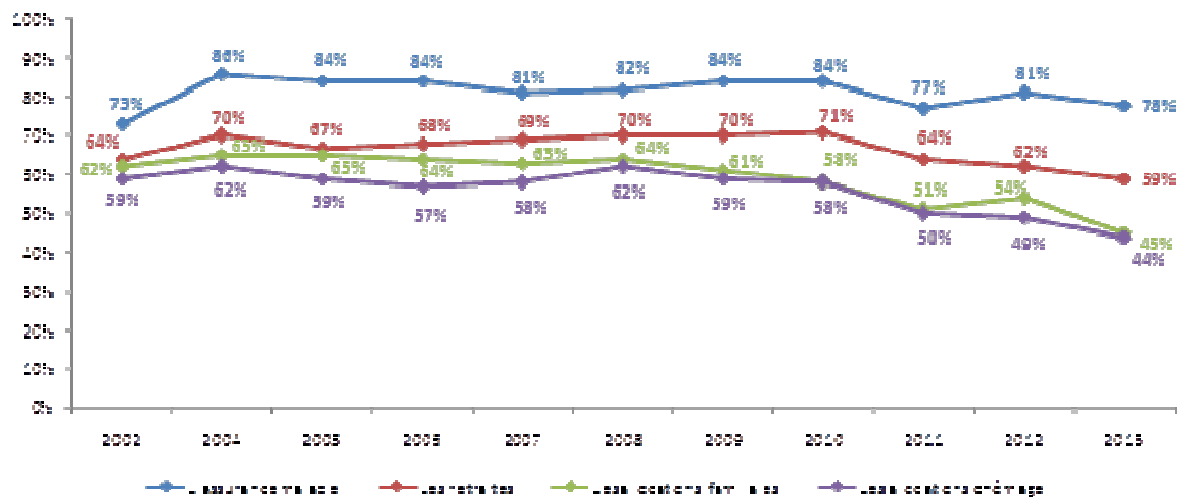
- les allocations chômage, 43%, +3 points par rapport à 2012, +19 points par rapport à 2000 ;
- les retraites, 37%, +3 points par rapport à 2012, +9 points par rapport à 2000 ;
- les allocations familiales, 21%, +1 point par rapport à 2012, + 6 points par rapport à 2000

Les Français n'ont jamais été aussi nombreux, depuis 2000, à penser que ces prestations ne devraient être versées qu'à ceux qui cotisent. L'assurance maladie est une exception notable : 16% seulement pensent qu'elle ne doit bénéficier qu'à ceux qui cotisent (+3 points par rapport à 2012, -2 points par rapport à 2000).

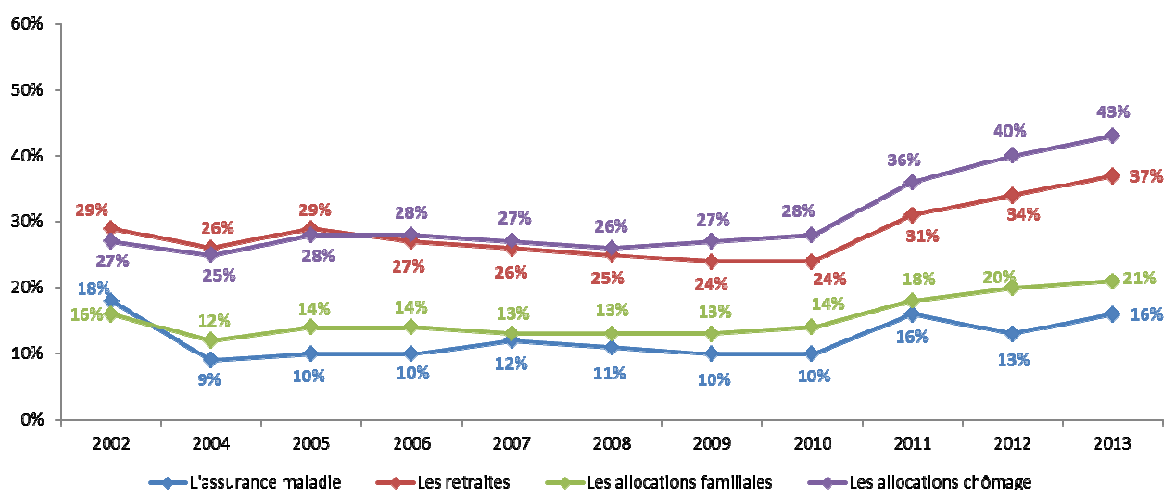
Enfin, on remarque à l'égard des allocations familiales qu'un Français sur trois considère qu'elles devraient bénéficier uniquement à ceux qui ne peuvent pas ou n'ont pas les moyens de s'en sortir seuls (33%).

Graphique 12 :

Q83. Le jugement sur l'universalité du système de protection sociale¹¹
 (% devrait bénéficier à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel)

**Graphique 12bis :**

Q83. Le jugement sur l'universalité du système de protection sociale¹²
 (% devrait bénéficier uniquement à ceux qui cotisent)



¹¹ Q83. A votre avis (...) devrait-elle bénéficier uniquement à ceux qui cotisent, uniquement à ceux qui ne peuvent pas ou n'ont pas les moyens de s'en sortir seuls ou à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel ?

¹² Q83. A votre avis (...) devrait-elle bénéficier uniquement à ceux qui cotisent, uniquement à ceux qui ne peuvent pas ou n'ont pas les moyens de s'en sortir seuls ou à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel ?

Les Français les plus âgés tendent à être les plus sévères concernant l'attribution des aides, une part non négligeable d'entre eux considérant que seuls ceux qui cotisent devraient pouvoir en bénéficier. Concernant l'assurance maladie par exemple, 22% des 65 ans et plus estiment qu'elle ne devrait bénéficier qu'à ceux qui cotisent contre 13% des moins de 35 ans.

B - Le financement du système de protection sociale

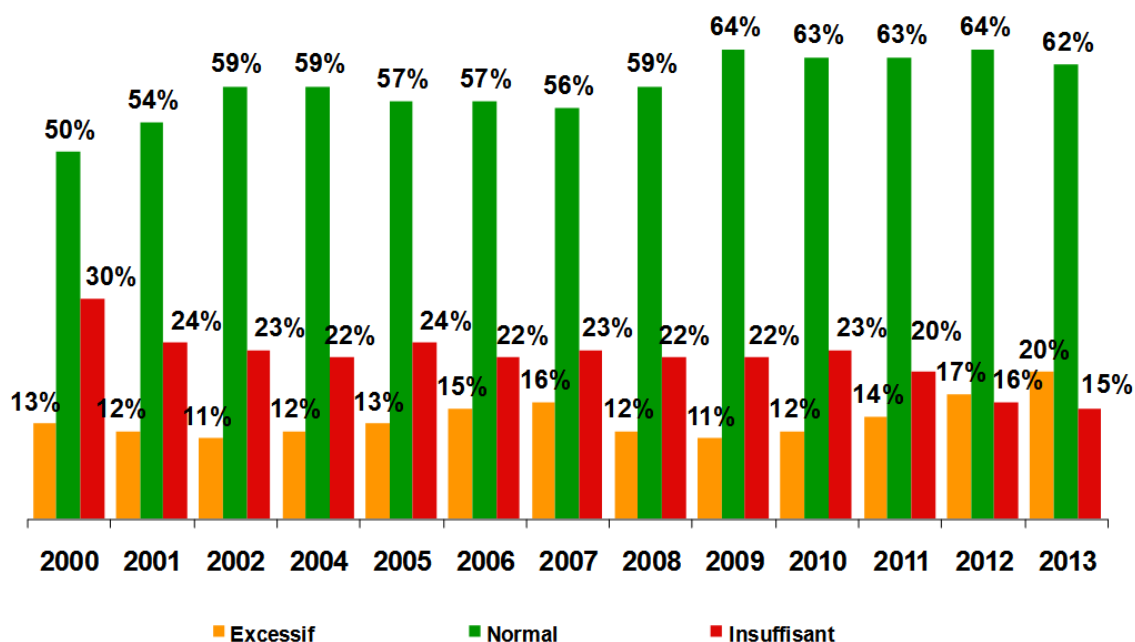
1. Le financement de la protection sociale par l'État et les cotisations des entreprises : une adhésion au système actuel

Près de deux Français sur trois estiment « normal » que le tiers ou le quart¹³ du revenu national soit consacré au financement de la protection sociale (62%), soit un score comparable à ceux observés depuis 2009 après la hausse substantielle constatée entre 2007 et 2009 (+8 points).

Le dernier tiers des Français interrogés jugeant ce budget comme n'étant pas "normal" se partage entre ceux qui le jugent « excessif » (20%, +3 points par rapport à 2012) et ceux qui le jugent « insuffisant » (15%, -1 point par rapport à 2012, -9 points par rapport à 2005 et -15 points par rapport à 2000). Il est à noter que l'opinion « excessive » est en constante augmentation depuis 2009 (+9 points). D'ailleurs, ce différentiel entre insuffisant et excessif n'a jamais autant penché en faveur de cette opinion depuis la création de ce Baromètre (-5 cette année, contre +17 en 2000).

Les catégories socio-professionnelles qui jugent comme insuffisante la part du revenu national consacré au financement de la protection sociale sont les personnes appartenant aux milieux socio-économiques les moins favorisés : employés (19%), ouvriers (18% contre 7% des professions libérales et des cadres) et les personnes vivant dans les foyers ayant les revenus les plus modestes (18% contre 11% pour les personnes qui vivent avec plus de 2400 euros par mois).

13 En 2013, la moitié des répondants s'est vue poser la question avec « le quart » et l'autre avec « letiers » (formulation X « La France consacre environ **le tiers** du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c'est ... ? » ; formulation Y « La France consacre environ **le quart** du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c'est ... ? »)

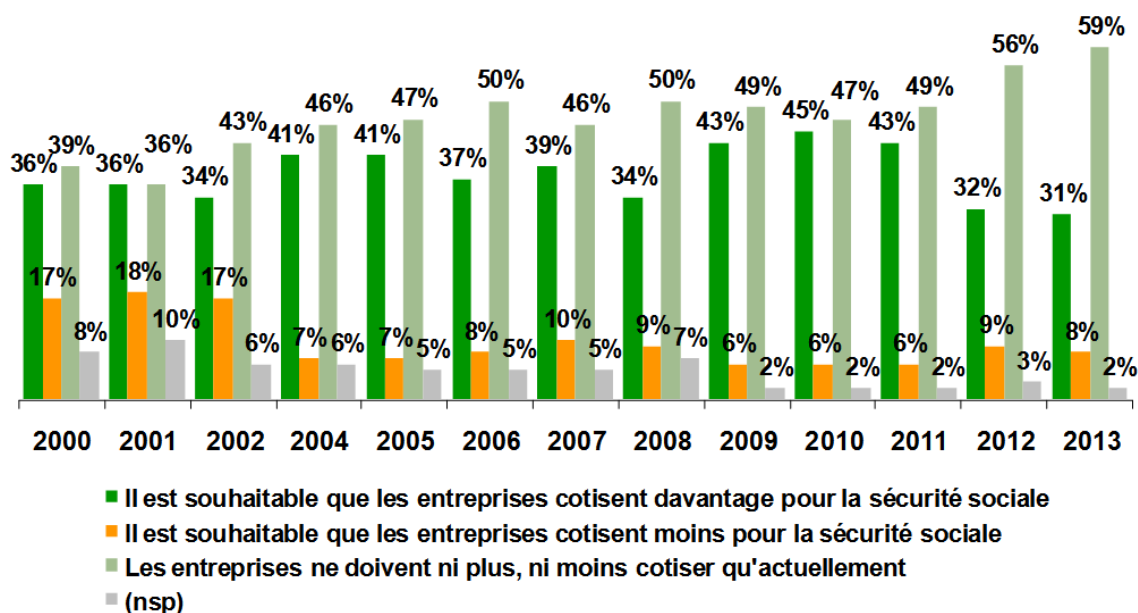
Graphique 13 :**Q86. Le jugement sur la part du revenu national consacré au financement de la protection sociale (%)¹⁴**

Confirmant la hausse constatée les dernières années, les Français jugent par ailleurs que les entreprises cotisent suffisamment pour la protection sociale (59% en 2013, 56% en 2012, 49% en 2011 et 39% en 2000).

A l'inverse, un tiers considère que les entreprises devraient cotiser davantage pour la sécurité sociale (31%, -1 point par rapport à 2012 mais -11 points par rapport à 2011) et 8% (-1 point par rapport à 2012) qu'elles devraient moins cotiser.

L'idée d'une cotisation plus importante des entreprises pour la Sécurité Sociale est notamment davantage soutenue par les plus jeunes (39% des 18-24 ans contre 26% des 65 ans et plus).

¹⁴ Q86. La France consacre environ le tiers/ le quart du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c'est... ?

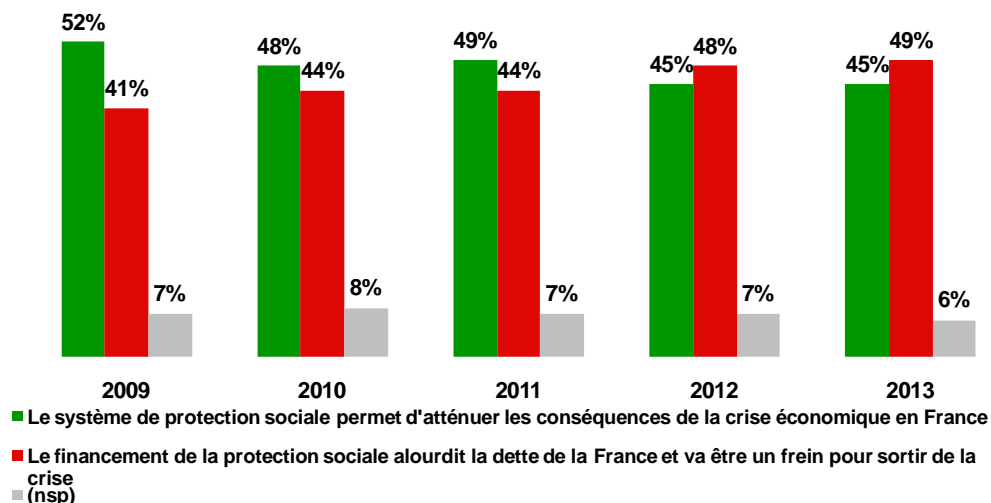
Graphique 14:**Q85. Le souhait sur l'évolution du niveau de cotisation des entreprises (%)¹⁵**

Une question liée au financement de la protection sociale divise l'opinion : celle des conséquences du système de protection sociale sur l'impact de la crise économique en France. Si 45% des Français estiment que le système de protection sociale permet d'atténuer les conséquences de la crise économique, 49% considèrent que le système alourdit la dette de la France et constitue un frein pour sortir de la crise. Depuis 2009, l'inquiétude des Français n'a cessé de croître. En effet, ils étaient 52% en 2009, à penser que le financement de la protection sociale permettait d'atténuer les conséquences de la crise économique en France.

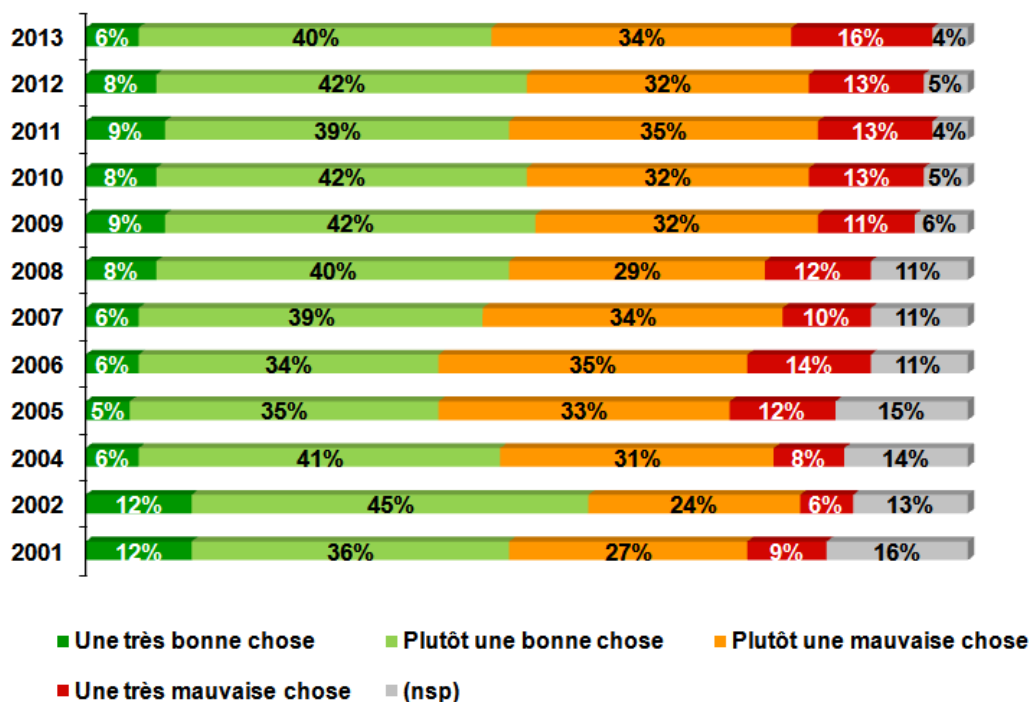
¹⁵ Q85. Actuellement, les entreprises cotisent pour la protection sociale. Avec laquelle des trois propositions suivantes, êtes-vous le plus d'accord ?

Graphique 15:

Q91bis. A propos de la crise économique actuelle, je vais vous citer deux affirmations, vous me direz avec laquelle vous êtes le plus d'accord.



Par ailleurs, les Français restent partagés sur la question de l'influence de l'Europe sur la protection sociale en France, bien que celle-ci soit, en tendance, perçue de manière plutôt négative. En effet, 50% des Français considèrent que l'Europe est une mauvaise chose pour le système de protection sociale en France (contre 46% qui pensent l'inverse). La proportion de Français qui estiment que l'Europe est une « bonne chose » atteint son plus bas niveau depuis ces 5 dernières années, retrouvant son niveau de 2007.

Graphique 16:**Q12. L'influence de l'Europe sur la protection sociale française (%)¹⁶**

Les catégories ayant plutôt tendance à mettre davantage en avant l'influence positive de l'Europe sont les plus jeunes (67% des 18-24 ans contre 42% des 65 ans et plus) et les étrangers (67%).

2. Des Français toujours très attachés au caractère essentiellement public de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse

Les Français sont fortement attachés au caractère public de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse : 92% souhaitent que le système d'assurance maladie reste essentiellement public et 90% le souhaitent également pour le système d'assurance vieillesse. Bien que cet attachement soit fort, on enregistre cette année une légère baisse de 3 points sur l'item « tout à fait d'accord », concernant l'assurance maladie ; et une baisse de 4 points, toujours sur l'extrême positif, à propos de l'assurance vieillesse. La stabilité (7 Français sur 10 étant tout à fait d'accord) ces 5 dernières années s'est donc interrompue en 2013.

Les personnes les plus attachées au caractère public de l'assurance maladie et de l'assurance-vieillesse sont les 65 ans et plus (95%) et les personnes appartenant aux

¹⁶ Q12. Pour le système de protection sociale en France, l'Europe est-elle plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose ?

milieux socioéconomiques les moins favorisés (les non diplômés à 95% et ceux ayant un revenu inférieur à 1000 euros 94%).

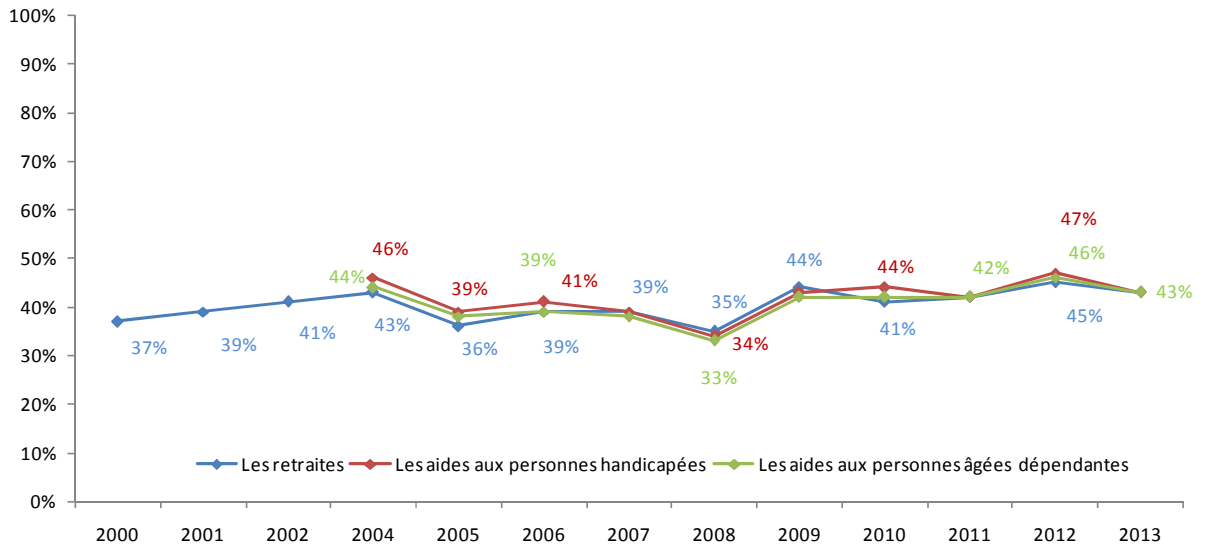
3. Une réticence persistante à cotiser davantage ou à voir baisser les niveaux de prestations

Les Français se montrent très attachés au caractère public de leur système de protection sociale. Néanmoins, à titre individuel, la majorité de la population n'est pas prête à cotiser davantage en fonction de son niveau de ressources. En 2012 nous constatons une augmentation de la part de personnes prêtes à cotiser davantage. Cette année celui-ci diminue revenant au niveau constaté en 2011.

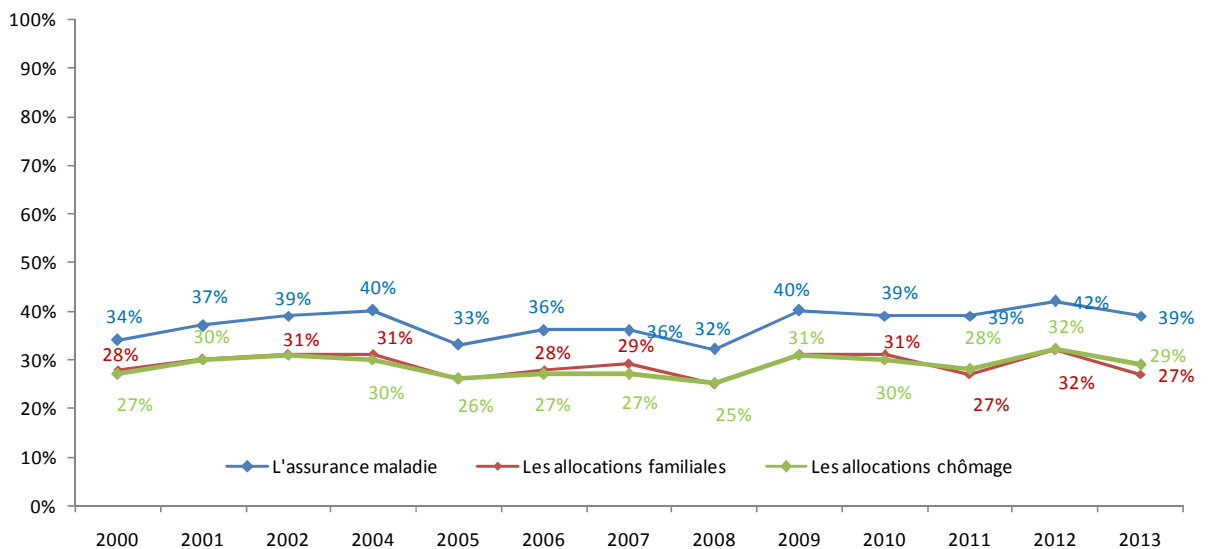
Ainsi, les Français restent majoritairement réticents, à l'idée de devoir cotiser davantage pour maintenir le niveau de leurs prestations sociales et cela quel que soit le domaine concerné. Sur les six aides sociales présentées, moins de la moitié des personnes interrogées seraient disposées à cotiser davantage. Les prestations pour lesquelles les Français seraient le moins souvent disposés à cotiser davantage sont les allocations familiales (27%, -5 points par rapport à 2012) et les allocations chômage (29%, -3 points). En outre, plus de 4 Français sur dix seraient prêts à cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestation à l'égard des retraites (43%, -2 points), des aides aux personnes handicapées (43%, -4 points) et des aides aux personnes âgées dépendantes (43%, -3 points). Enfin, moins d'un Français sur 4 serait prêt à cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestation de l'assurance maladie (39%, -3 points).

Graphique 17 :

Q91 (1/2). La disposition à cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestations¹⁷
(% Oui)



Q91 (2/2). La disposition à cotiser davantage pour maintenir le niveau de prestations¹⁷
(% Oui)

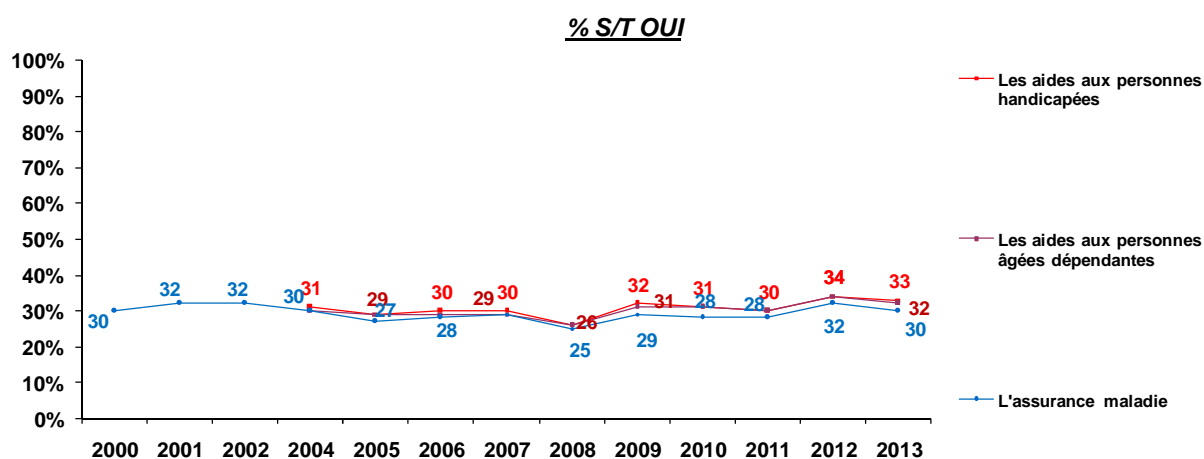


¹⁷ Q91. A l'avenir, compte tenu de votre niveau de ressources, seriez-vous prêt à COTISER DAVANTAGE pour maintenir le niveau de prestations en ce qui concerne... ?

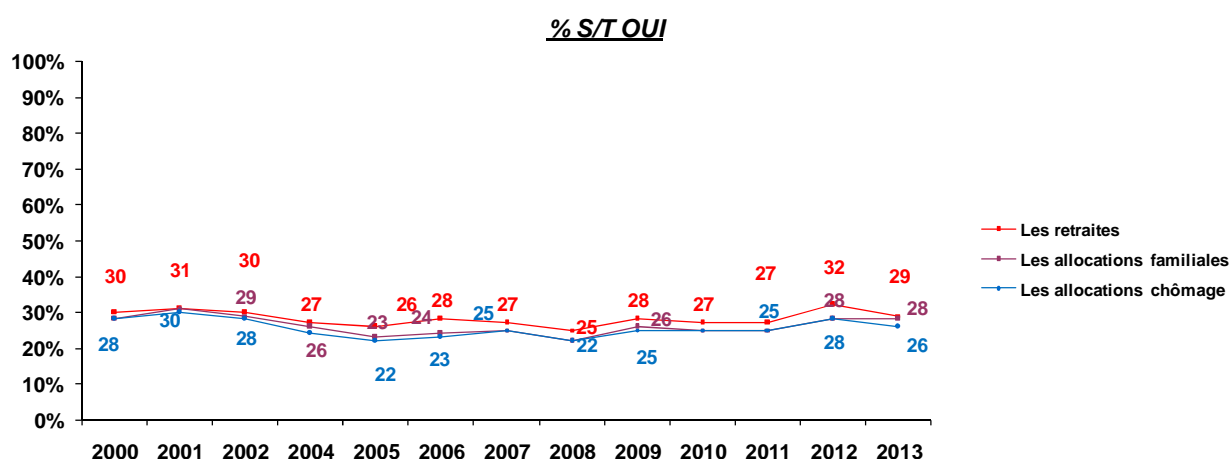
En 2013, environ 1/4 et 1/3 des Français serait prêt à accepter une baisse de ses prestations en contrepartie d'une réduction de cotisations ou d'impôts, suivant les différentes prestations soumises. Ces résultats sont globalement comparables à ceux observés depuis 2009.

Graphique 18:

Q90. (1/2) La disposition à accepter une baisse des prestations en contrepartie d'une diminution de l'imposition¹⁸ (% S/T Oui)



Q90. (2/2) La disposition à accepter une baisse des prestations en contrepartie d'une diminution de l'imposition¹⁸ (% S/T Oui)



¹⁸ Q90. Personnellement, compte-tenu de votre niveau de ressources, êtes-vous prêt à accepter une baisse de prestations avec en contrepartie une réduction de vos cotisations ou de vos impôts ?

III – Les Français et leur santé

* **73 %** des Français se considèrent en bonne santé, et c'est le cas de **89 %** des moins de 35 ans. Voir p. 34

* **69%** des Français estiment qu'il y a des crises sanitaires car l'Etat ne contrôle pas suffisamment ce qui se passe..... Voir p.36

* **70%** des Français affirment que « tout le monde peut être soigné quel que soit son revenu » Voir p. 37

A - Perception générale de l'état de santé de la population

1. Des Français qui déclarent être en bonne santé mais de plus en plus partagés quant à l'état de santé de leurs concitoyens

Près de trois quarts des Français se considèrent en bonne santé (73%), un score comparable à celui observé les précédentes années. Au contraire, 27% estiment avoir une santé « moyenne » ou mauvaise : parmi ceux-ci, la part de ceux qui se jugent en mauvaise ou en très mauvaise santé demeure marginale et stable (5% du total des interviewés). Parmi les moins de 35 ans, 9 Français sur 10 se sentent en bonne santé (89 %). C'est le cas de près de 8 Français sur 10 parmi les individus âgés de 35 à 49 ans, et de 6 sur 10 parmi les individus de 50 ans ou plus.

Si la grande majorité des Français estime être en bonne santé, ils sont cependant moins positifs quant à l'état de santé de leurs compatriotes. Alors que presque quatre Français sur dix estiment que l'état de santé de la population française s'est amélioré au cours des dernières années (37%, -2 points par rapport à l'année dernière), ils sont cette année plus nombreux à croire qu'il se détériore (42%, +3 points par rapport à l'année 2012). Cette évolution confirme une fois de plus la tendance constatée depuis 2000 : chaque année, la part des Français estimant que l'état des Français s'est amélioré s'amenuise (passant de 62% en 2000 à 37% en 2013).

2. Des Français critiques vis-à-vis de la surabondance en matière d'information médiatique sur la santé publique

La question de la qualité de l'information diffusée par les médias en matière de santé publique génère des réponses assez variables selon les années. Après le pic historique de 2009 lié à l'épidémie de grippe A, avec près de neuf Français sur dix qui dénonçaient une exagération des médias en matière de santé publique (86%, +21 points par rapport

à 2008), la tendance fut à la baisse jusqu'à 2011. Celle-ci remonte ces deux dernières années (78% +2 points).

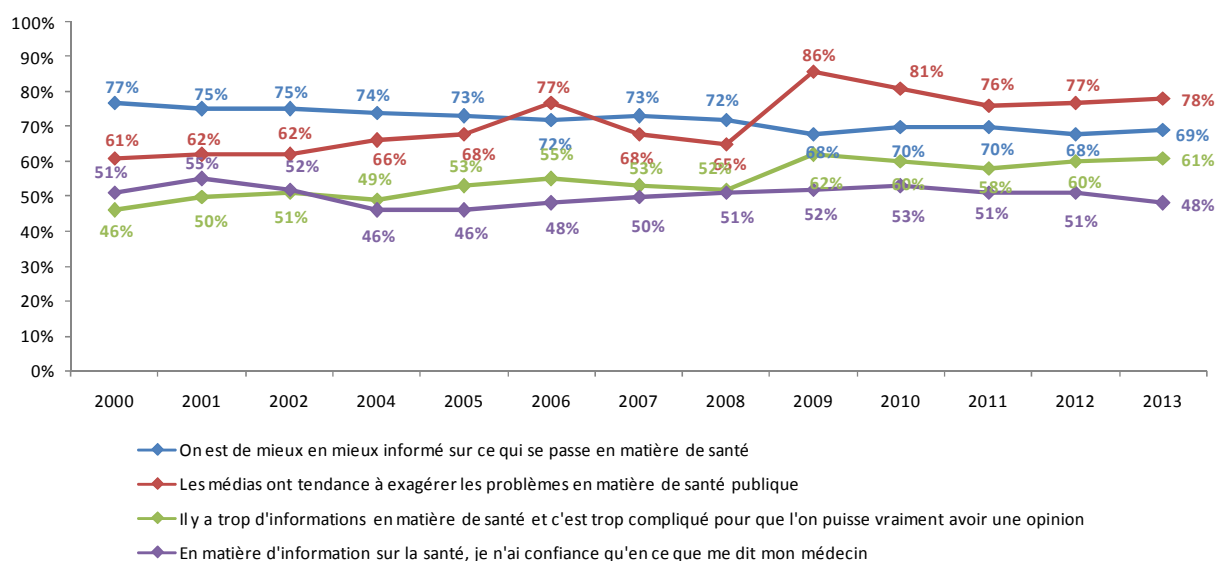
De plus, la part de ceux qui estiment qu'il y a trop d'informations en matière de santé pour que l'on puisse vraiment avoir une opinion (61%) reste stable depuis le pic de 2009.

Par ailleurs, la part des Français qui pense que l'on est de mieux en mieux informé sur ce qui se passe en matière de santé reste également stable (69%) depuis son plus bas niveau atteint en 2009 (68%).

Enfin, après avoir connu un score quasi-similaire chaque année depuis 2007, compris entre 50% et 53% cette année, l'item concernant la confiance qu'ont les Français en leur médecin en matière d'information repasse sous la barre des 50% (48%, -2 points).

Graphique 19 :

Q95. La perception détaillée du niveau d'information délivrée en matière de santé¹⁹
(% Plutôt d'accord)



3. Des Français de plus en plus méfiants concernant la qualité des aliments et sévères quant à la gestion de l'Etat des crises sanitaires

Avec la médiatisation des crises sanitaires de ces dernières années, la quasi-totalité des Français reconnaît que le risque zéro n'existe pas (96%, +10 points par rapport à 2000).

En outre, plus de 4 Français sur 5 (82%) considèrent qu'«on ne contrôle plus ce que l'on a dans nos assiettes et que cela aura des conséquences graves à terme», un

¹⁹ Q95. Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec elles ...

niveau de méfiance en hausse de 3 points par rapport à 2012 et 7 points par rapport à 2011.

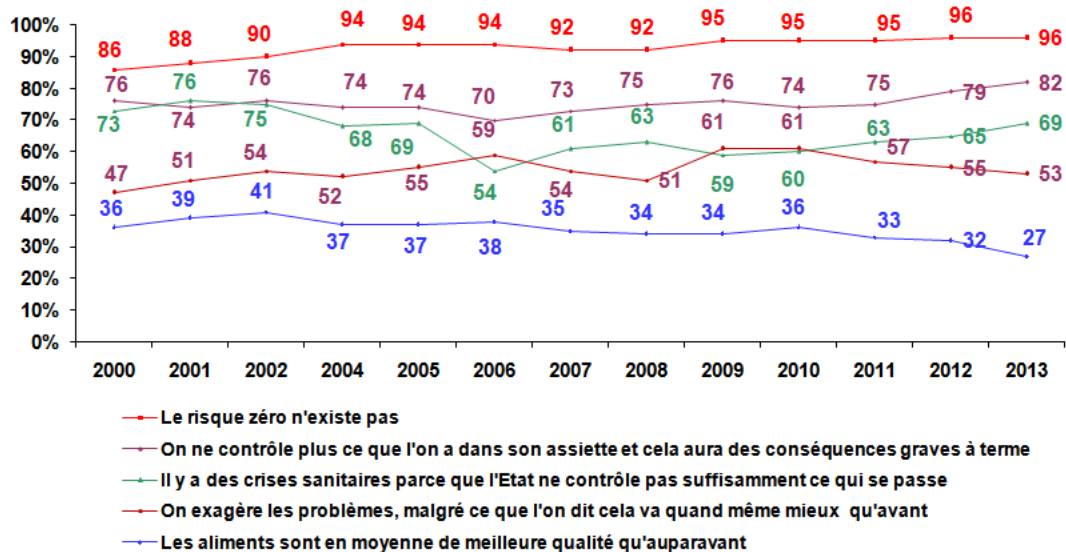
Sur la question des crises sanitaires, les Français sont cette année 69% à critiquer le manque de contrôle de l'Etat en la matière. C'est 4 points de plus qu'en 2012 (65%). En revanche les Français sont moins nombreux à considérer que les problèmes sont exagérés (53%, -2 points par rapport à 2012).

Il est, par ailleurs, à noter que ces deux opinions restent fluctuantes dans l'histoire du Baromètre, probablement en raison de leur sensibilité à la médiatisation d'affaires ayant des conséquences en matière de santé. En outre, il semblerait qu'elles évoluent de manière asymétrique depuis 2000.

Enfin, les Français sont de moins en moins nombreux à juger que les aliments sont en moyenne de meilleure qualité qu'auparavant (27%, -5 points par rapport à 2012, -9 points par rapport à 2010 et -14 points par rapport à 2002). Il s'agit même de la première fois que l'item enregistre un score inférieur à 30% depuis 2000.

Graphique 20 :

Q96. Le jugement sur les crises sanitaires survenues ces dernières années²⁰
(% Plutôt d'accord)



²⁰ Q96. Pour chacune des opinions, à propos des grandes crises sanitaires intervenues ces dernières années (grippe A, vache folle, amiante, canicule, médiateur...) dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord

B - Perception à l'égard du système de santé

1. Deux tiers des Français pensent que l'accès aux soins en France est le même pour tous

Sept Français sur dix (70%), soit un score égal à celui de 2012, affirment que «tout le monde peut être soigné quel que soit son revenu».

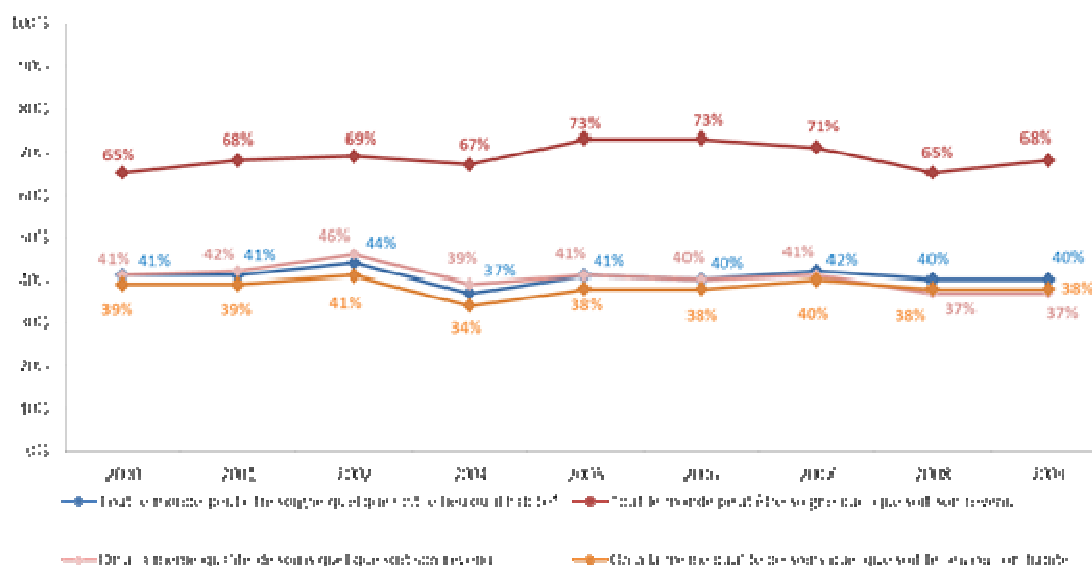
De plus, 71% des Français estiment que «tout le monde peut être soigné quel que soit le lieu où il réside». Aucune variation notable n'est à constater sur cette question depuis 2010, date à laquelle cette dernière a été posée pour la première fois.

En revanche, une minorité des Français considère qu'il est possible d'avoir la même qualité de soins quel que soit son niveau de revenu, 41% d'entre eux se déclarant d'accord avec cette affirmation (un niveau comparable à celui observé en 2012). En revanche le Baromètre enregistre cette année une baisse de 3 points comparé à l'année dernière concernant la part des Français estimant que l'on a la même qualité de soins quel que soit le lieu où l'on habite (38% en 2013).

Graphique 21 :

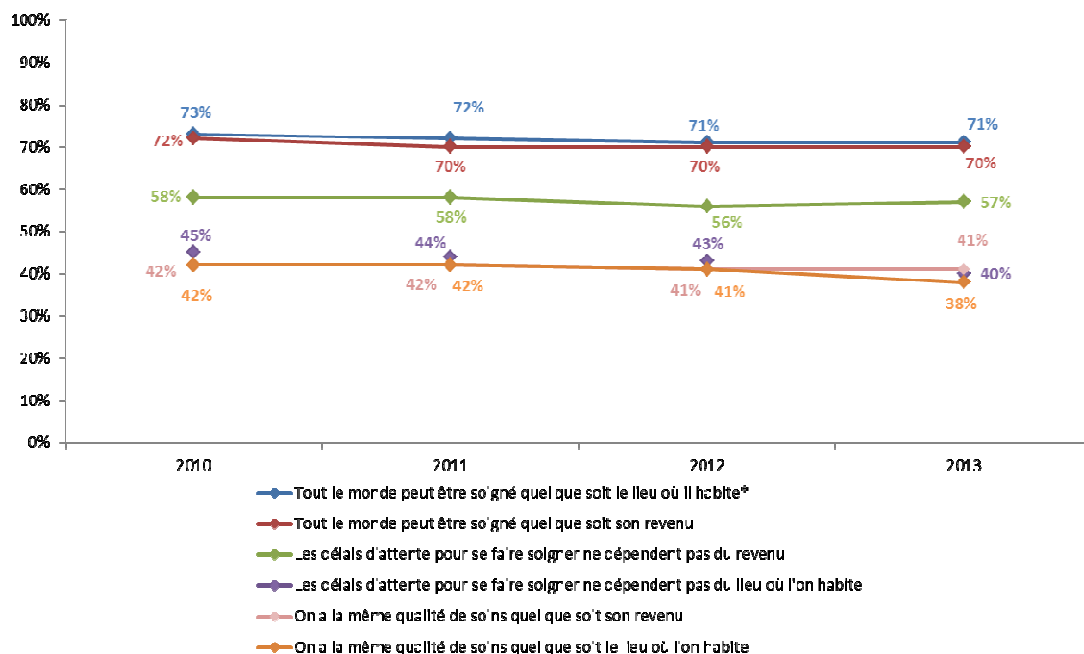
Q72 (1/2). Opinion sur l'universalité du système de santé de 2000 à 2009²¹

(% Plutôt d'accord)



²¹ Q72. Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? En France...

Q72 (2/2). Opinion sur l'universalité du système de santé de 2010 à 2013²²
(% Plutôt d'accord)



*Modification du libellé en 2010. L'item posé de 2000 à 2009 était : « On est soigné de la même façon quel que soit le lieu où l'on habite »

Selon le revenu et le statut social, on ne perçoit pas de la même manière l'universalité de la qualité des soins. Les milieux socio-économiques favorisés ont tendance à penser davantage que l'on peut être bien soigné quel que soit son revenu (par exemple 72% des professions libérales ou cadres supérieurs) contrairement aux milieux moins favorisés (par exemple, seuls 66% des ouvriers sont plutôt d'accord avec cette affirmation).

La tendance s'inverse lorsque l'on demande si tout le monde peut être soigné quel que soit son lieu d'habitation. Les milieux socio-économiques les moins favorisés considèrent davantage que le lieu d'habitation importe peu concernant la qualité des soins (75% des ouvriers par exemple). En revanche les milieux plus favorisés accordent plus d'importance au lieu d'habitation pour déterminer l'universalité des soins (seuls 35% des professions libérales et cadres pensent que cela n'importe pas).

Si une majorité de Français considèrent que les délais d'attente ne dépendent pas du revenu (57%), ils ne sont en revanche que 40% à juger qu'ils ne dépendent pas du lieu où l'on habite.

Par ailleurs, l'accès aux soins est jugé de manière très hétérogène suivant les différents prestataires évalués. Ainsi, l'accès à des spécialistes recueille la satisfaction de sept

²² Q72. Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? En France...

interviewés sur dix (70% pour les dentistes et 68% pour les autres spécialistes). Suivent, les hôpitaux publics et les cliniques privées (67%), les urgences hospitalières (56%) les services à domiciles (46%) et les maisons de retraites (27%).

A noter, les taux d'insatisfaction les plus élevés quant à l'accès aux soins concernent les urgences hospitalières (26% d'insatisfaits) et les maisons de retraite (qui suscitent des opinions partagées : 27% de satisfaits pour 21% d'insatisfaits).

2. Des Français plutôt optimistes sur l'évolution de la qualité des soins en cabinet médical mais partagés concernant l'hôpital

En 2013, 44% des Français estiment que la qualité des soins en cabinet médical en France s'est améliorée (-2 points par rapport à 2012). A l'inverse, 22% jugent qu'elle s'est détériorée, (-1 point par rapport à 2012). Enfin, 33% considèrent qu'elle est restée identique.

Les Français sont très partagés à l'égard des soins en hôpitaux : ils sont 41% à juger que la qualité des soins à l'hôpital s'est améliorée au cours de ces dernières années (42% en 2012), 15% considèrent que la qualité des soins dans les hôpitaux est restée la même et 42 % considèrent qu'elle s'est détériorée. Depuis 2010, la part des Français considérant que la qualité des soins à l'hôpital s'est détériorée a augmenté de 5 points.

Concernant la qualité des soins, les Français sont en premier lieu satisfaits des médecins, chirurgiens et des dentistes qui recueillent (81% dans les deux cas) avec également des taux d'insatisfaction très faibles. Viennent ensuite les hôpitaux publics (67%) et les cliniques privées (61% de satisfaits). Enfin, les services à domiciles et les maisons de retraites sont jugés satisfaisants dans de moindres mesures (47% et 28% respectivement). En termes d'évolution, les Français sont, par rapport à 2012, plus satisfaits de la qualité des soins de chacun des types de prestataires testés excepté celle des cliniques privées et des urgences hospitalières (- 2 points par rapport à l'année dernière).

3. Bien que les Français restent très largement attachés à la Sécurité Sociale, plus de 8 sur 10 considèrent que les dépenses de santé sont trop élevées du fait d'une mauvaise gestion du système.

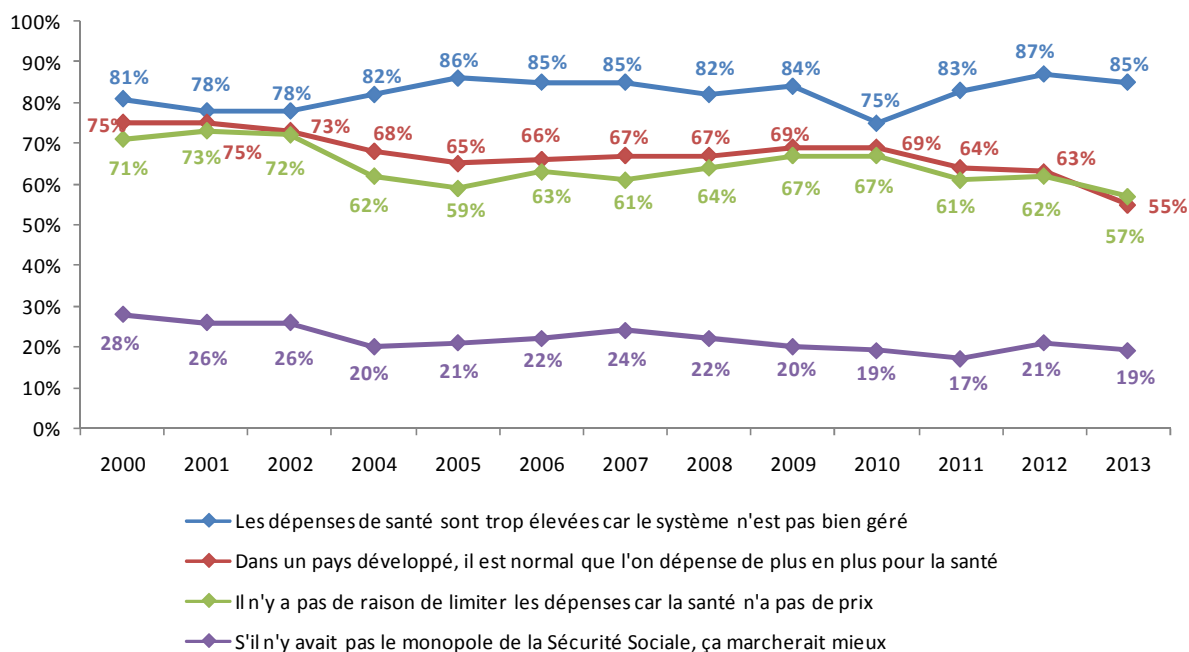
Plus de 8 Français sur 10 estiment que les dépenses de santé sont trop élevées car le système n'est pas bien géré (85%). Ce score est en baisse par rapport à celui de l'année dernière qui constituait le taux le plus haut depuis la création de ce Baromètre en 2000 (-2 points).

En grande majorité (77%), les Français ne sont pas d'accord pour dire que si la Sécurité Sociale n'avait pas le monopole, cela fonctionnerait mieux. 19% des Français pensent toutefois le contraire. Cette part d'opposants au monopole de la Sécurité Sociale est en baisse de 2 points cette année et égale un score obtenu en 2010. S'agissant des dépenses de santé, les Français sont 55% à estimer « qu'il est normal que l'on dépense de plus en plus pour la santé » (-8 points par rapport à l'an dernier). A cela s'ajoute une

baisse de l'affirmation selon laquelle « il n'y a pas de raison de limiter les dépenses dans ce domaine car la santé n'a pas de prix » (57% en 2013 contre 62% en 2012).

Graphique 22 :

Q71. La perception des dépenses de santé²³ (% Plutôt d'accord)



Le système général de solidarité de l'assurance maladie continue d'être soutenu par une très large majorité de Français : 72% estiment qu'il faut maintenir ce système de solidarité actuel qui suppose que les personnes malades ne cotisent pas plus que les personnes bien-portantes, alors que 23% jugent qu'il faut maintenir une solidarité forte uniquement pour les personnes atteintes de maladies graves. Enfin, seuls 4% des Français, une proportion stable depuis 2000, sont en faveur de cotisations plus élevées pour les personnes risquant de coûter plus cher à l'assurance maladie.

On note néanmoins une tendance à la baisse du nombre de Français souhaitant voir maintenu le système de solidarité actuel en l'état : alors qu'ils étaient 78% en 2006 à le souhaiter, ils ne sont plus que 72% aujourd'hui, soit une baisse de six points en 7 années.

²³ Q71. Pour chacune des opinions suivantes en matière de dépenses de santé, dites-moi si vous êtes d'accord ou pas avec elle ?

C - Mesures de réduction des dépenses de santé et réforme de l'assurance maladie

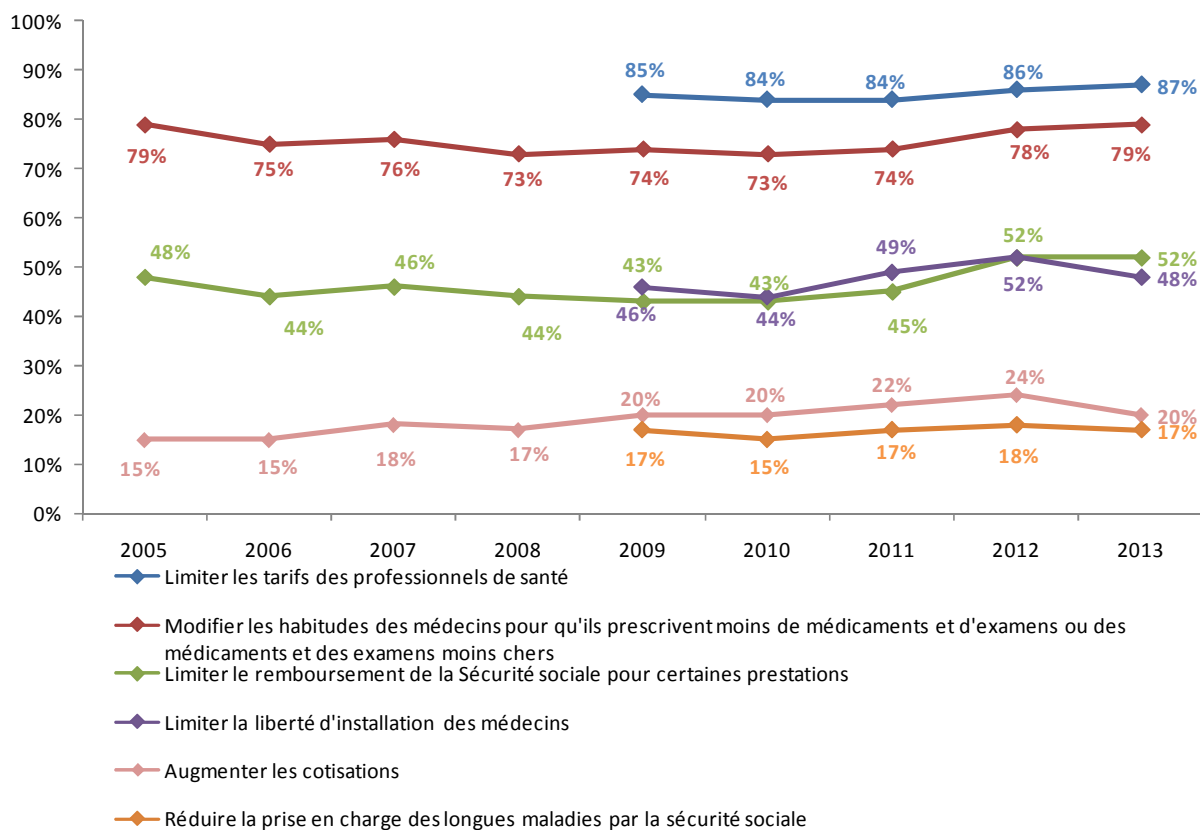
Les mesures testées visant à réduire le déficit de la branche maladie de la Sécurité Sociale n'obtiennent pas toutes le même degré d'acceptation, comme lors des interrogations précédentes.

1. Les Français majoritairement favorables à ce que les mesures de réduction du déficit touchent les professionnels de la santé

Les Français adhèrent très largement à la limitation des tarifs des professionnels de santé : 87% d'entre eux y sont favorables. Ensuite, 79% optent pour la modification des habitudes des médecins afin que ces derniers prescrivent moins de médicaments et d'exams ou des médicaments et des examens moins chers. Ces deux proportions sont en hausse d'un point par rapport à 2012.

Dans une moindre mesure, les Français se prononcent pour une limitation de la liberté d'installation des médecins (48 %, ce qui constitue une baisse de 4 points par rapport à 2012). Par ailleurs, 52% des Français se prononcent en faveur de la limitation des remboursements de la Sécurité Sociale pour certaines prestations (score identique par rapport à l'an dernier).

Enfin, l'augmentation des cotisations et la réduction de la prise en charge des longues maladies par la Sécurité Sociale sont des propositions peu approuvées : 20% des Français consentiraient à une augmentation des cotisations (un score en baisse de 4 points par rapport à 2012) et 17% (-1 point comparé à l'année dernière) accepteraient une réduction de la prise en charge des maladies longues.

Graphique 23 :**Q73. Les mesures permettant de réduire le déficit des dépenses de santé²⁴****2. Participations forfaitaires : bien que perçues comme synonymes d'inégalités d'accès aux soins, les Français les acceptent de mieux en mieux**

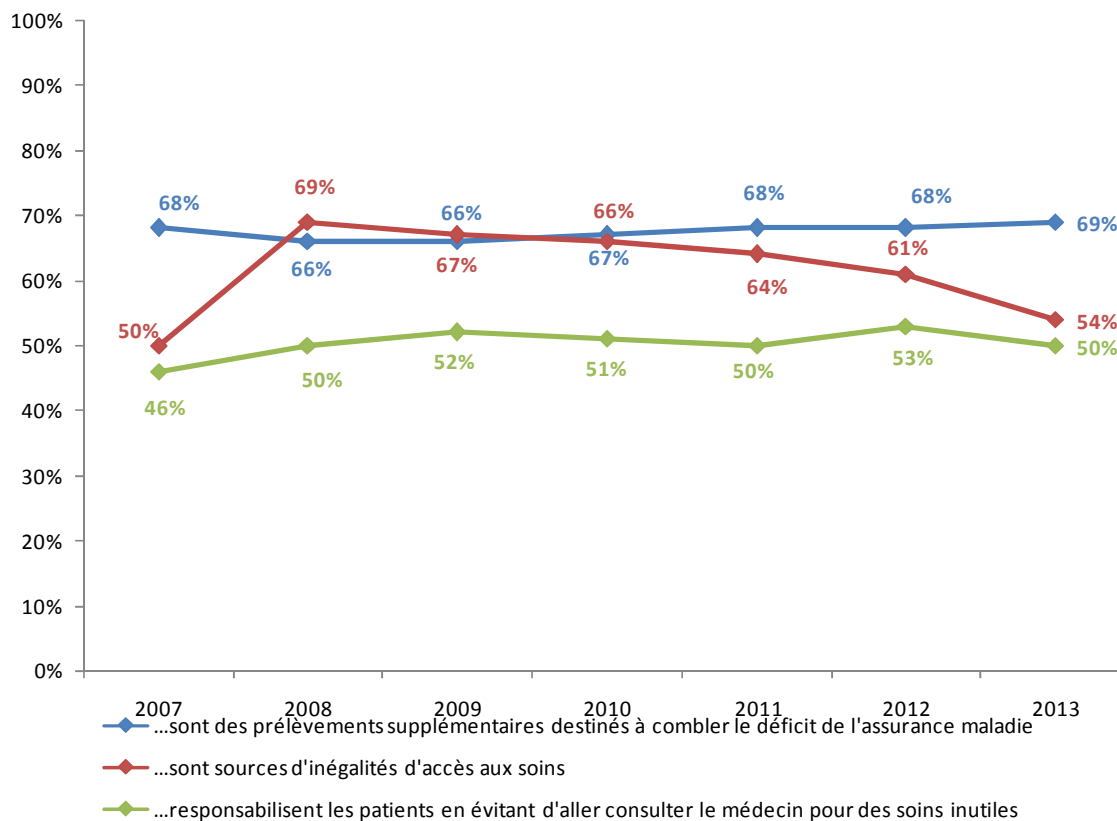
A l'égard des participations forfaitaires, les Français mettent en avant la rupture d'égalité qu'elles entraînent mais comprennent leur utilité : si 54% d'entre eux (baisse forte de 7 points comparé à 2012) estiment qu'elles sont sources d'inégalités d'accès aux soins, 69% (+ 1 point) reconnaissent qu'elles sont des prélèvements supplémentaires destinés à combler le déficit de l'assurance maladie.

La question de la responsabilisation des patients engendrée par les participations forfaitaires fait débat : 50% des répondants (un score en baisse de 3 points par rapport à 2012) considèrent que ces participations forfaitaires responsabilisent les patients en évitant d'aller consulter le médecin pour des soins inutiles.

²⁴ Q73. Voici différentes mesures qui viseraient à réduire le déficit de la branche maladie de la Sécurité Sociale s'il devenait trop important. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous y seriez plutôt favorable ou plutôt opposé ?

Graphique 24 :**Q77. La perception des participations forfaitaires²⁵**

(% Plutôt d'accord)

Les participations forfaitaires*...

*En 2007, la question portait uniquement sur la participation forfaitaire à 1 euro

²⁵ Q77. Plusieurs participations forfaitaires doivent désormais être payées par les patients lors d'actes médicaux et de pharmacie. Par exemple, une participation d'un euro doit être payée par les patients pour chaque consultation et de 50 centimes d'euros pour chaque boîte de médicament acheté. Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord.

IV – Handicap

* **64%** des Français pensent que la société actuelle fait des efforts pour intégrer les personnes handicapées Voir p. 45

* **58%** des Français estiment qu'il est d'abord du ressort de l'Etat de prendre en charge des personnes handicapées Voir p. 46

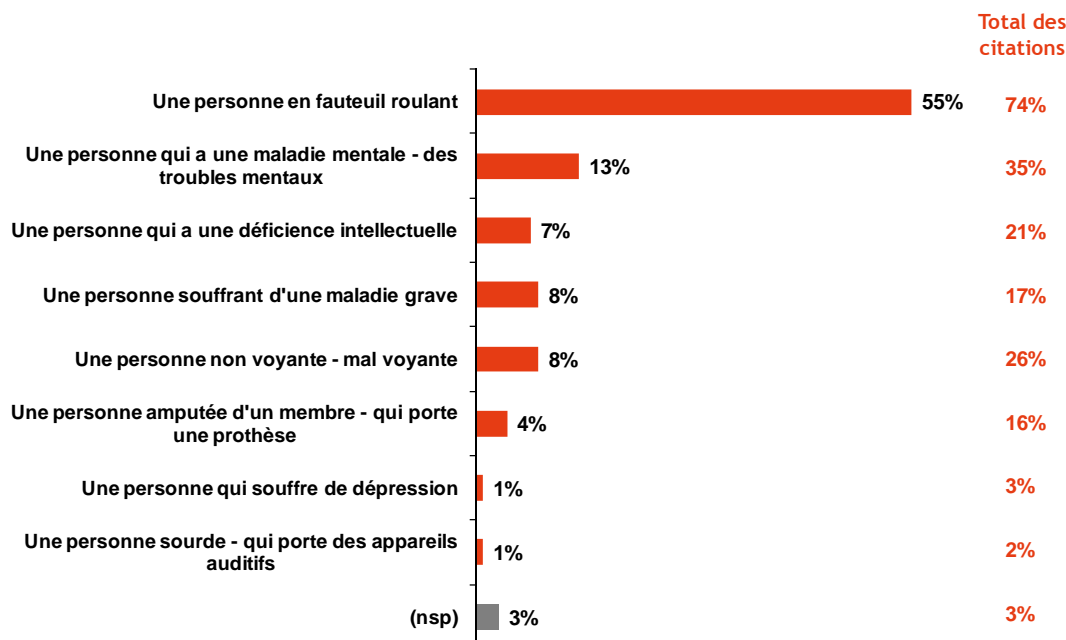
* **47 %** des Français défendent l'obligation de recrutement d'un nombre minimum de personnes handicapées pour les employeurs, un tiers cite l'incitation financière à les embaucher et un cinquième privilégie le développement de lieux de travail qui leur soient exclusivement réservés. Voir p. 47

A - Perception générale et représentations du handicap dans la société

1. La personne en fauteuil roulant : archétype social de l'handicapé.

Graphique 25 :

Q46-2²⁶. La perception des personnes handicapées²⁷



²⁶ Question posée tous les 2 ans depuis 2009

²⁷ Q46-2. Pour vous l'image d'une personne handicapée c'est... ?

Le terme de "personne handicapée" évoque une personne en fauteuil roulant pour plus d'un Français sur deux (55% de première citation). Au total des citations, il est cité par près de trois quarts d'entre eux (73%). Parmi les autres propositions fortement citées, une personne qui a une maladie mentale ou des troubles mentaux est citée dans l'ensemble par plus d'un tiers des répondants (35%), une personne non voyante par un quart des répondants (26%) et une personne qui a une déficience intellectuelle par 21% des personnes interrogées.

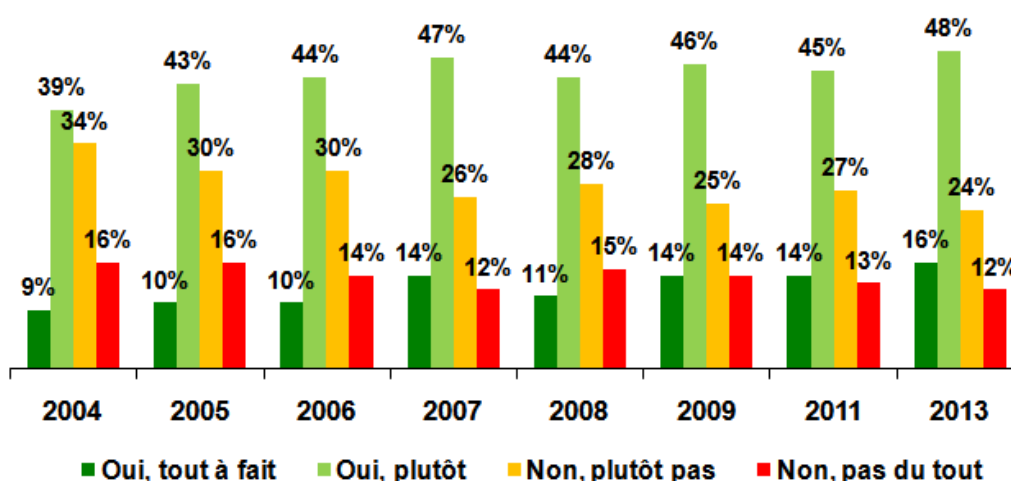
2. Selon six Français sur dix, la société actuelle fait des efforts pour intégrer les personnes handicapées

Les Français sont 64% à considérer que la société actuelle fait des efforts pour intégrer les personnes handicapées (+5 points par rapport à l'année dernière). Ce score est malgré quelques fluctuations en hausse globale, de 16 points par rapport à 2004.

De nombreux clivages sont observés sur cette question : ceux qui tendent à considérer que la société fait des efforts sont majoritairement les hommes (66% contre 62% des femmes mais l'écart tend à se réduire par rapport à l'an dernier), les jeunes (69% des moins de 35 ans contre 62% des 50 ans et plus) et les personnes les plus diplômées (70% des personnes ayant à minima Bac +2 contre 55% des personnes sans diplôme).

Graphique 26:

Q41.²⁸ Le sentiment que la société fait des efforts pour intégrer les personnes handicapées (première citation)²⁹



²⁸ Question posée tous les deux ans depuis 2009

²⁹ Q41. A votre avis, la société actuelle fait-elle des efforts pour intégrer les personnes handicapées ?

Les Français sont largement favorables à l'obligation d'accessibilité de tous les lieux publics et équipements collectifs aux personnes handicapées: 82% d'entre eux la défendent, moins d'un cinquième exprimant l'opinion opposée. Au regard des années précédentes, ce niveau d'exigence des Français est toutefois parmi les plus bas (-5 points comparé à 2006).

B - Handicap : opinions à l'égard des politiques sociales

1. Les pouvoirs publics considérés comme les principaux acteurs de la prise en charge des personnes handicapées

Plus de la moitié des Français considère qu'il est d'abord du ressort de l'Etat de prendre en charge les personnes handicapées (58% de citation « en 1^{er} »). Ainsi, l'Etat semble être le garant ultime de la prise en charge des personnes handicapées. En deuxième position se trouvent les caisses d'assurance maladie et en troisième les collectivités locales, citées « en 1^{er} » par respectivement 14% et 10% des Français. Les différents organismes institutionnels sont donc primordiaux pour les Français. Ils sont ensuite une minorité à citer les familles (9%) les compagnies d'assurance (5%) ou les associations (4%).

2. Plus de 6 Français sur 10 favorables à ce qu'une aide financière soit accordées aux seules personnes handicapées disposant de faibles revenus

Une majorité de Français considère qu'une aide financière destinée à compenser les surcoûts liés au handicap doit être accordée uniquement aux personnes disposant de faibles revenus (63% de citations, +2 points comparé à l'an dernier). L'idée d'universalité de l'aide, qui serait alors accordée à toutes les personnes quelle que soit leur niveau de revenu, est pour sa part partagée par plus d'un tiers des Français (36% aujourd'hui contre 38%).

Sur ce point, les hommes mais aussi les classes d'âge les plus élevées sont comparativement plus nombreuses à juger que ces aides devraient uniquement bénéficier aux personnes disposant de faibles revenus (65% des hommes et 70% des 50 ans et plus).

C - L'accueil des personnes handicapées au travail et à l'école

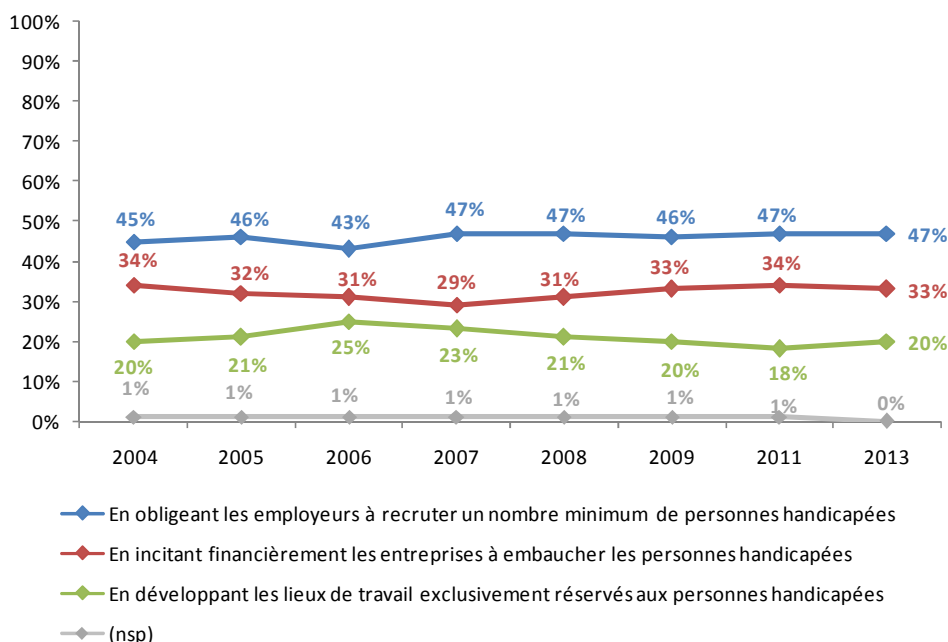
1. Des mesures spécifiques pour favoriser l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées

Comme lors des précédentes vagues, les Français considèrent majoritairement qu'il faut aider les personnes handicapées à travailler quel que soit leur niveau de handicap (59%), 40% estimant au contraire qu'au-delà d'un certain niveau de handicap, aider à faire travailler ces personnes n'est pas souhaitable. Ce score est comparable aux scores observés ces dernières années.

Les 3 types d'aides proposées recueillent des niveaux d'approbation assez différents mais aucun n'est négligeable : comme en 2011 presque la moitié défendent l'obligation de recrutement d'un nombre minimum de personnes handicapées pour les employeurs (47%). Un tiers cite en premier lieu l'incitation financière à les embaucher et un cinquième privilégie enfin le développement de lieux de travail qui leur soient exclusivement réservés (20%). Cette dernière proposition qui était sujette à une baisse continue, après un pic en 2006 avec un quart de citations, remonte de deux points cette année.

Graphique 27 :

Q42bis.³⁰ Les mesures d'amélioration de l'accès à l'emploi des handicapés favorisées³¹
(% première citation)



Dans le détail, les plus jeunes citent en premier le développement de lieux de travail exclusivement réservés aux personnes handicapées (25% des personnes âgées de 18 à 24 ans contre 20% en moyenne) alors que les plus âgés défendent davantage l'obligation de recrutement par les employeurs (52% des personnes âgées de 50 ans et plus contre 47% en moyenne). A ce clivage générationnel s'ajoute également un clivage professionnel des personnes interrogées, les artisans et commerçants défendant majoritairement les incitations financières (44% contre 31% des ouvriers).

³⁰ Question posée tous les 2 ans depuis 2009

³¹ Q42bis. D'après vous, comment faut-il améliorer l'accès à l'emploi des personnes handicapées ?

2. L'environnement scolaire globalement décrit comme peu adapté aux enfants handicapés

Comme en 2011, l'accueil des enfants handicapés à l'école est globalement jugé avec sévérité par les Français, bien que le sentiment que cet accueil est adapté varie selon le type de service évoqué. Ils sont 42% à juger que la restauration leur est adaptée mais moins à estimer que les locaux et le ramassage scolaires le sont (39% et 40% respectivement). Enfin, seuls un quart d'entre eux considèrent la formation des enseignants adaptée (28% contre 65% qui la jugent inadaptée).

Tout comme en 2011, les hommes et les plus jeunes estiment plus souvent que les autres que l'accueil est adapté aux handicapés. En revanche, de manière générale, les catégories socioéconomiques favorisées (professions libérales et cadres supérieurs, revenus mensuels supérieurs à 2400 euros et niveau élevé de diplômes) considèrent plus souvent que les autres que l'accueil n'est pas adapté.

V- Dépendance

* **57%** des Français déclarent qu'ils seraient prêts à accueillir un parent proche devenu dépendant chez eux ou feraient en sorte de pouvoir s'en occuper Voir p. 49

* **62%** des Français estiment inenvisageable de vivre à l'avenir dans un établissement pour personnes âgées Voir p. 50

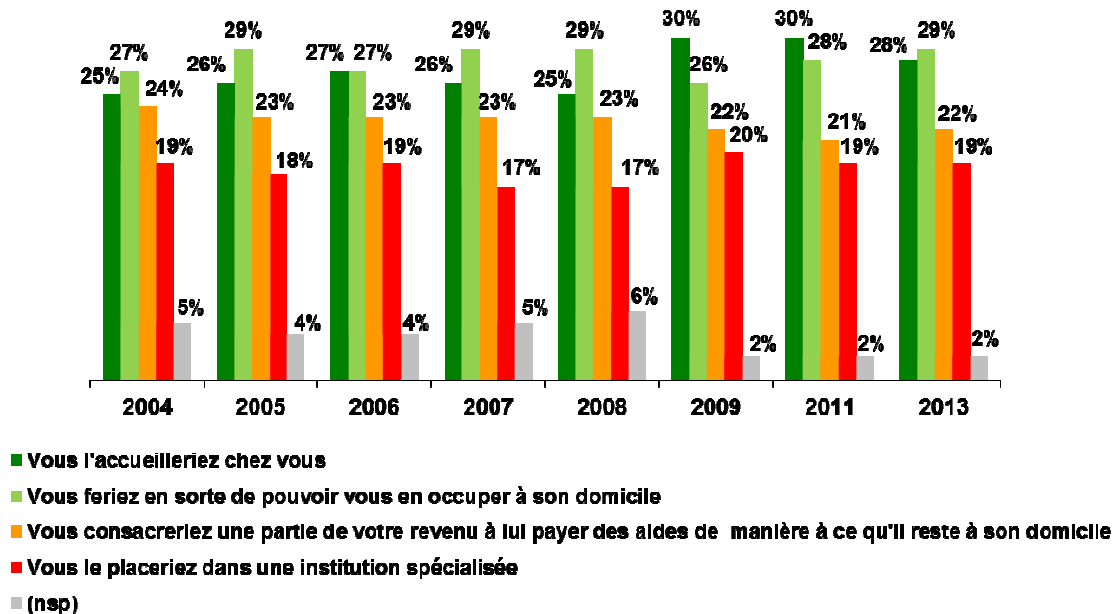
* **75%** des Français considèrent qu'une aide financière pour compenser les surcoûts liés à la dépendance des personnes âgées doit être accordée uniquement aux personnes disposant de faibles revenus Voir p. 53

* **65%** des Français seraient prêts à épargner en prévision d'une situation de dépendance pouvant les concerner à l'avenir Voir p. 53

A - Attitude générale face à la dépendance

1. La réaction des Français diverge face à la dépendance de leurs parents

Au cours des années, la part des Français qui accueilleraient un parent proche devenu dépendant chez eux ou ferait en sorte de pouvoir s'en occuper demeure constante (57% en 2013 contre 58% en 2011) : parmi eux, 28% déclarent qu'ils l'accueilleraient à leur propre domicile (-2 points par rapport à 2011) quand 29% feraient en sorte de pouvoir s'en occuper chez eux. Par ailleurs, un cinquième déclare qu'il consacrerait une partie de son revenu à lui payer des aides de manière à ce que leur proche reste à domicile (22%), un autre cinquième de la population privilégiant le placement dans une institution spécialisée (19%).

Graphique 28 :**Q61³². L'attitude face à la dépendance d'un parent proche (%)³³**

Face à la dépendance d'un parent proche, les contraintes budgétaires influencent logiquement le choix effectué, ce qui se ressent en fonction des catégories socioéconomiques et du statut professionnel : les professions libérales sont généralement plus enclines à financer des aides permettant à la personne dépendante de rester à son domicile (supérieur de 14 points à la moyenne) quand une forte proportion de chômeurs accueillerait cette personne chez elle (niveau supérieur de 14 points à la moyenne).

2. La perspective de vivre dans un établissement pour personnes âgées est difficile à envisager pour une majorité de Français

A peine deux Français sur cinq estiment envisageable qu'à l'avenir ils vivent dans un établissement pour personnes âgées, 62% considérant comme inenvisageable cette éventualité. Une part importante juge un placement « pas envisageable du tout » (40%, un score comparable aux éditions précédentes).

Avec l'âge, l'attitude à l'égard des établissements pour personnes âgées change : on passe de 31% des 18-24 ans à 40% des 65 et plus qui pourraient envisager de vivre dans une institution spécialisée. Cette opinion est également corrélée au niveau de revenus, l'aisance financière tendant à favoriser l'inclinaison à vivre dans ce type

³² Question posée tous les deux ans depuis 2009

³³ Q61. Si l'un de vos parents proches devenait dépendant, que feriez-vous ?

d'établissement à l'avenir (41% des personnes ayant un niveau de revenu supérieur ou égal à 2400 euros contre 28% des personnes ayant un revenu inférieur à 1000 euros).

B - Dépendance : opinion à l'égard des politiques sociales

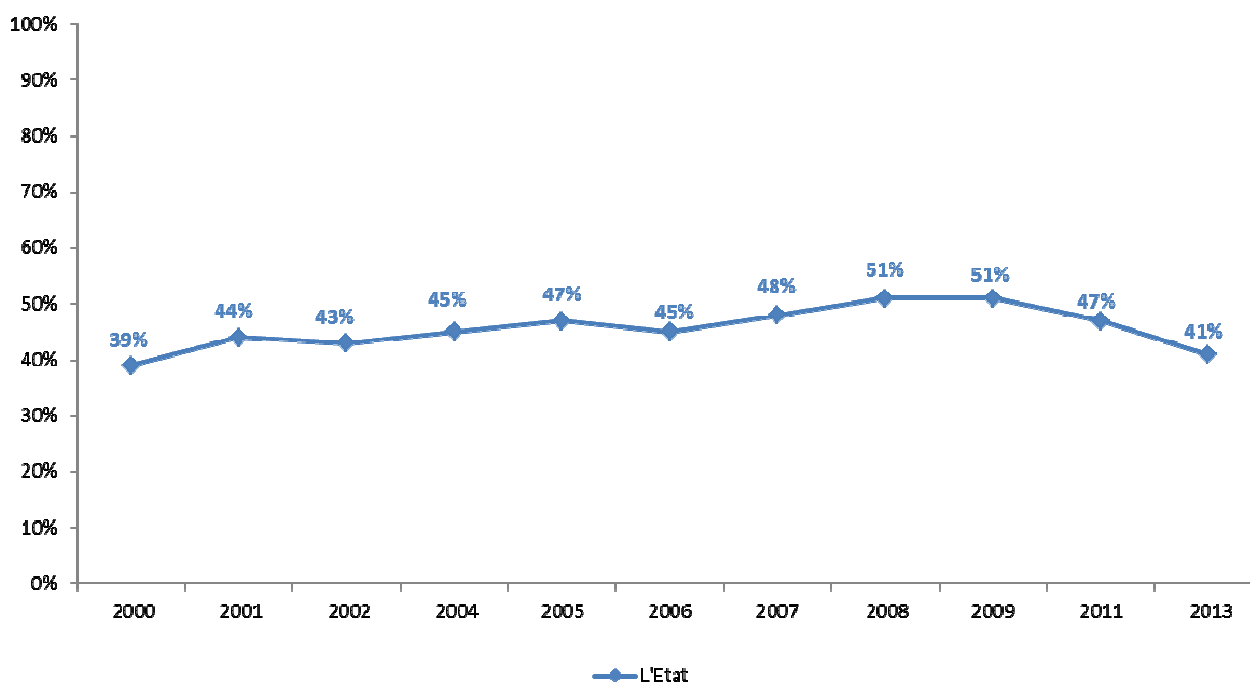
1. L'Etat, 1^{er} acteur attendu pour la prise en charge des personnes âgées dépendantes

Interrogés sur les acteurs qui, selon eux, devraient principalement prendre en charge les personnes âgées dépendantes, 4 Français sur 10 citent l'Etat (41%). Ce dernier perd cependant 6 points par rapport à 2011, notamment au profit des enfants ou familles des personnes concernées (+3 points).

Dans de moindres mesures, les Français citent d'autres organismes publics : 20% citent les enfants ou les familles des personnes concernées, 11% citent les caisses de retraite, les collectivités locales et 9% les caisses d'assurance maladie (+1 point).

Graphique 29 :

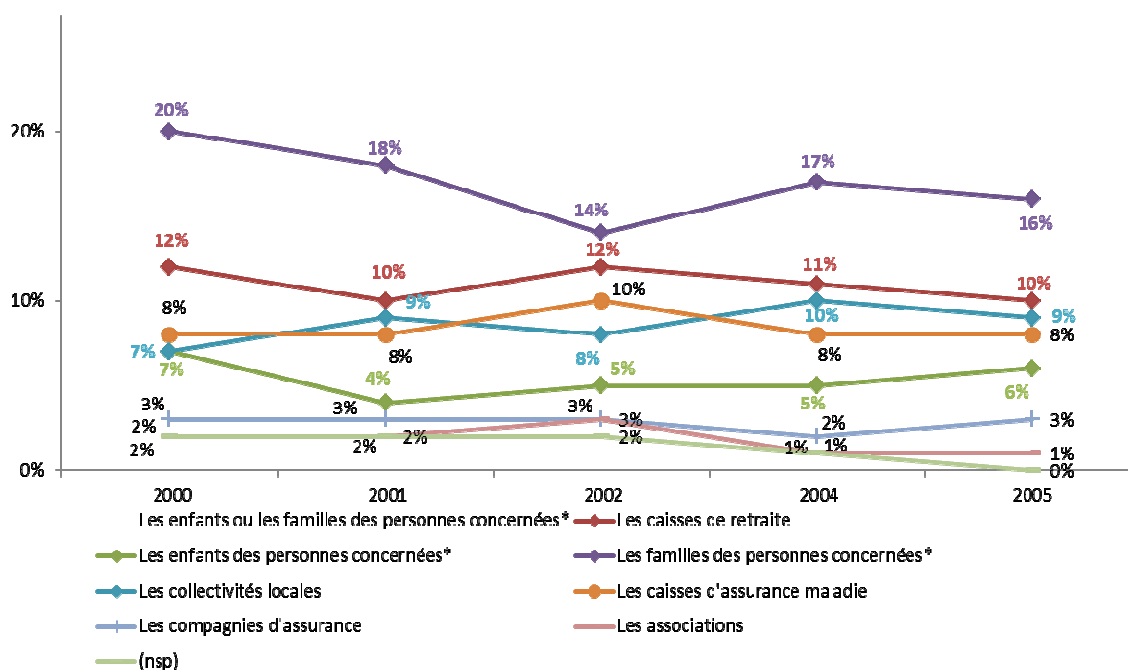
**Q58 (1/3).³⁴ La prise en charge les personnes âgées dépendantes³⁵
(première citation « l'Etat » de 2000 à 2013) (%)**



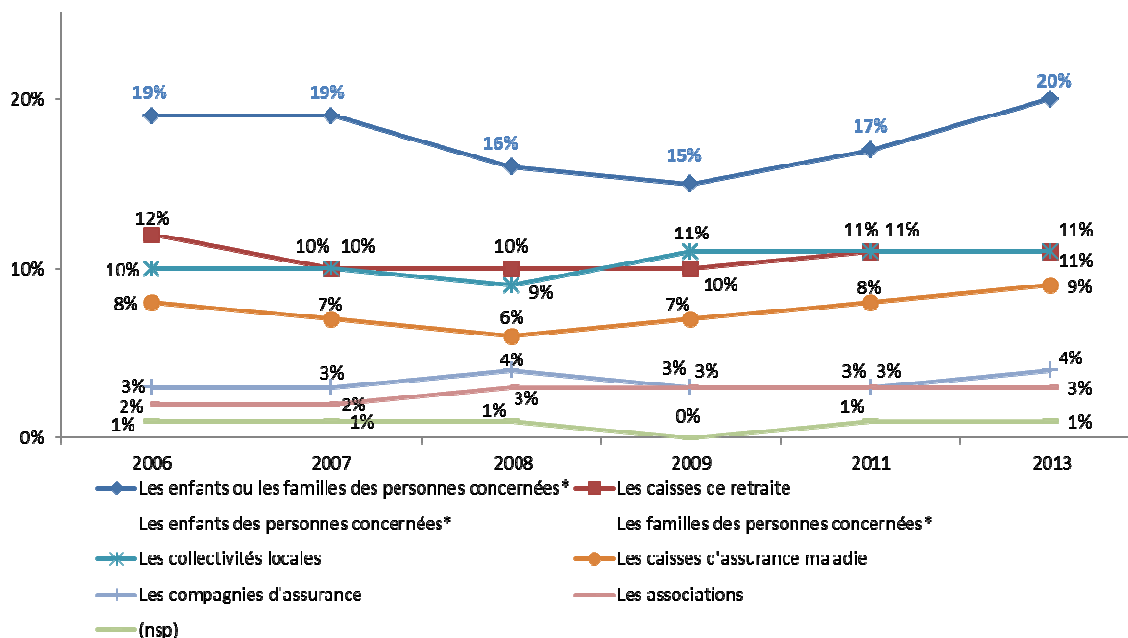
³⁴ Question posée tous les 2 ans depuis 2009

³⁵ Q58. Selon vous, qui doit principalement prendre en charge les personnes âgées dépendantes (c'est-à-dire ne pouvant vivre seules, sans aide) ?

Q58 (2/3).³⁶ La prise en charge les personnes âgées dépendantes³⁷
(autres premières citations de 2000 à 2005) (%)



Q58 (2/3).³⁷ La prise en charge les personnes âgées dépendantes³⁸
(autres premières citations de 2006 à 2013) (%)



*Éléments regroupés à partir de mai 2006

³⁶ Question posée tous les 2 ans depuis 2009

³⁷ Q58. Selon vous, qui doit principalement prendre en charge les personnes âgées dépendantes (c'est-à-dire ne pouvant vivre seules, sans aide) ?

On observe sur cette question un clivage générationnel, avec 25% des moins de 35 ans qui citent en premier lieu les enfants et la famille des personnes concernées, contre 18% chez les 50 ans et plus, les plus âgés citant davantage l'Etat (44% contre 41% en moyenne). En revanche, aucune corrélation ne peut être identifiée concernant le niveau de revenus ou le statut professionnel sur l'item "Enfants ou familles des personnes concernées".

2. Pour les Français, l'attribution d'une aide financière est à réserver en priorité aux personnes disposant de faibles revenus

Une large majorité de Français considère toujours qu'une aide financière pour compenser les surcoûts liés à la dépendance des personnes âgées doit être accordée uniquement aux personnes disposant de faibles revenus (75%).

3. Six Français sur dix sont disposés à épargner en vue d'une dépendance pouvant les concerner

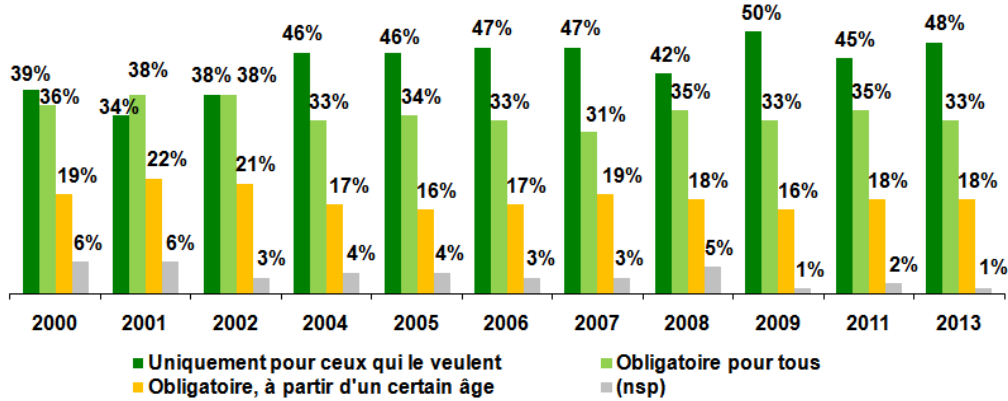
- La disposition à épargner

Comme l'année dernière, près de deux tiers des Français seraient prêts à épargner en prévision d'une situation de dépendance pouvant les concerner à l'avenir (65% en 2013, contre 34% qui ne le feraient pas).

Comme pour la question relative aux acteurs les plus attendus à ce sujet, le clivage générationnel est assez marqué : les plus jeunes sont davantage disposés à épargner davantage (71% des moins de 35 ans contre 60% des 50 ans et plus). On observe aussi, une plus forte propension à épargner chez les personnes disposant des plus importants revenus (72% des personnes gagnant 2400 euros ou plus contre 53% de celles gagnant moins de 1000 euros).

- La création d'une cotisation spécifique

48% des répondants estiment qu'une cotisation spécifique devrait être créée, dans le cas où l'on devienne dépendant, uniquement pour ceux qui le souhaitent. (+ 3 points par rapport à 2011). Au contraire, 33% estiment que la cotisation devrait être obligatoire pour tous et 18% défendent l'idée que cette obligation ne devrait entrer en vigueur qu'à partir d'un certain âge.

Graphique 30 :Q59.³⁸ Les conditions des cotisations spécifiques pour les personnes dépendantes (%)³⁹

C - La situation des aidants, acteurs essentiels de la prise en charge des personnes dépendantes

5% des Français déclarent à des degrés divers être dépendants d'une aide à domicile : 3% affirment avoir provisoirement besoin d'une aide à domicile du fait d'une maladie tandis que 2% déclarent avoir besoin en permanence d'une aide en raison de l'âge ou de la maladie.

Par ailleurs, plus d'un quart des Français déclarent apporter une aide régulière et bénévole à un proche malade ou dépendant (28%). En tendance, les aidants sont plus souvent des femmes (30% contre 25% des hommes) et les Français les plus âgés (30% des personnes âgées de 50 ans ou plus contre 23% des moins de 35 ans).

1. Huit aidants sur dix ne se sentent pas assez considérés par les pouvoirs publics

Une minorité des aidants (21%) a le sentiment d'être suffisamment aidée et considérée en tant que tels par les pouvoirs publics. 76% d'entre eux estiment au contraire ne pas être suffisamment aidés et considérés.

En tendance, les profils qui se jugent davantage aidés et considérés sont les hommes (22% contre 20% des femmes) et les plus jeunes (28% des 18-24 ans contre 17% des 50 à 64 ans).

³⁸ Question posée tous les 2 ans depuis 2009

³⁹ Q59. Si on devait créer une cotisation spécifique pour être couvert au cas où l'on devienne dépendant, devrait-elle être... ?

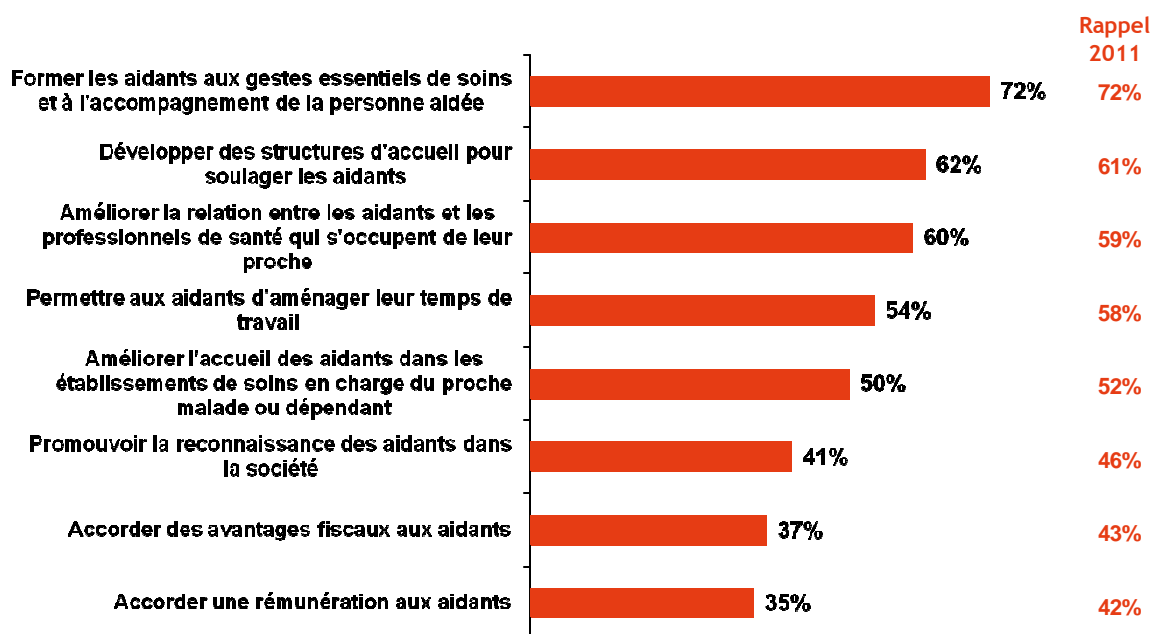
2. Les mesures de formation considérées comme prioritaires pour faciliter la vie des aidants

Toutes les mesures proposées aux Français ne sont pas considérées comme aussi importantes. Parmi celles-ci, se détache nettement l'idée d'une formation des aidants aux gestes essentiels de soins et à l'accompagnement de la personne aidée (72%). Six sur dix considèrent également prioritaires le développement de structures d'accueil pour soulager les aidants et l'amélioration de la relation entre les aidants et les professionnels de santé. En revanche, l'accord d'avantages fiscaux aux aidants (37%, -6 points par rapport à 2011) ou d'une rémunération aux aidants (35%, -7 points par rapport à 2011) ne fait pas partie des mesures prioritaires aux yeux d'une majorité de Français.

L'analyse des données sociodémographiques montre que les plus jeunes sont davantage à considérer comme prioritaire la formation des aidants aux gestes essentiels de soins et à l'accompagnement de la personne aidée (76% des moins de 35 ans contre 69% des 50 ans et plus)

Graphique 31 :

Q62-4⁴⁰. Les mesures considérées comme prioritaires pour faciliter la vie des aidants (%)⁴¹



⁴⁰ Question posée tous les 2 ans

⁴¹ Q62-4. Je vais maintenant vous citer plusieurs attentes évoquées pour faciliter la vie de ceux qui aident régulièrement un proche malade ou dépendant. Vous me direz, pour chacune de ces attentes, si vous la considérez comme prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

VI – Pauvreté et exclusion

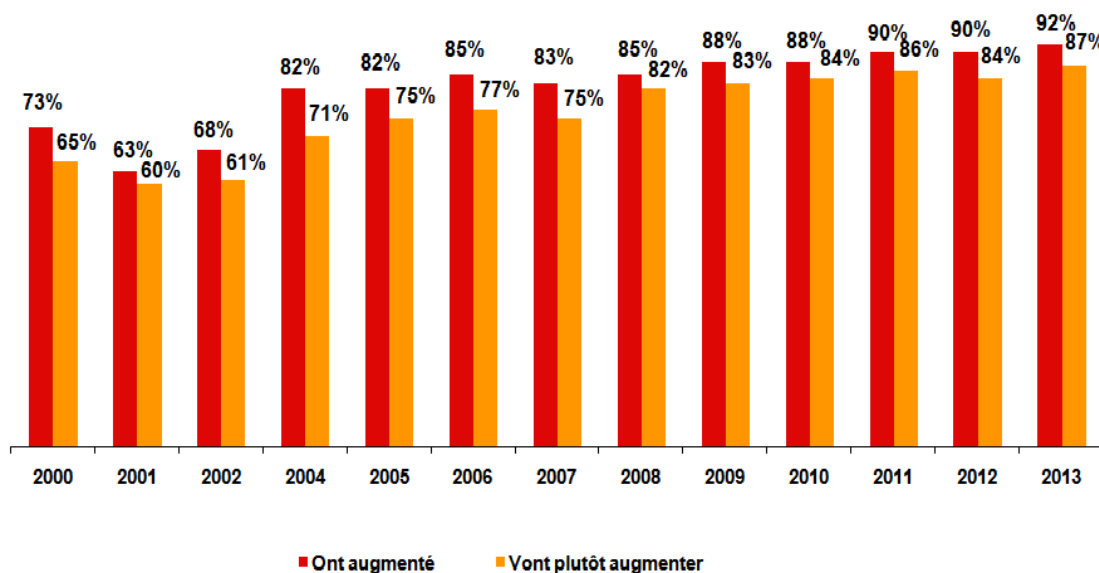
- * **92%** des Français estiment que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté depuis 5 ans Voir p. 56
- * **62%** des Français considèrent que la pauvreté et l'exclusion peuvent concerner n'importe qui Voir p. 59
- * Entre 2008 et 2013, le montant mensuel minimum nécessaire pour vivre a augmenté de **75 €** hors inflation..... Voir p. 61
- * **75%** des Français considèrent que les logements sociaux doivent être en priorité attribués aux plus démunis..... Voir p. 64

A - Perception générale et représentations de la pauvreté

1. Des Français de plus en plus pessimistes quant à l'évolution de la pauvreté

En progression constante depuis 2001, le pessimisme des Français à l'égard de la pauvreté et de l'exclusion en France continue d'augmenter, confirmant une vision globale d'une France qui se paupérise :

- 9 Français sur 10 (92%) estiment que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté depuis 5 ans. Ce score, est le plus haut enregistré dans le Baromètre. Le sentiment de paupérisation de la France croît de manière quasi-continue depuis 2001 : en 2001 63% des Français considéraient que le niveau de pauvreté et d'exclusion avait augmenté, soit une hausse de 29 points en 12 ans.
- Les Français sont quasiment autant à considérer que les inégalités et la pauvreté vont encore augmenter à l'avenir : 87% le pensent, ce qui est également le score le plus élevé observé sur cette question depuis la création de ce Baromètre (+27 points depuis 2001).

Graphique 32 :**Q24-25. La perception de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion depuis 5 ans et dans l'avenir (%)⁴²****2. La pauvreté : des facteurs multiples, souvent liés au risque de se retrouver sans emploi**

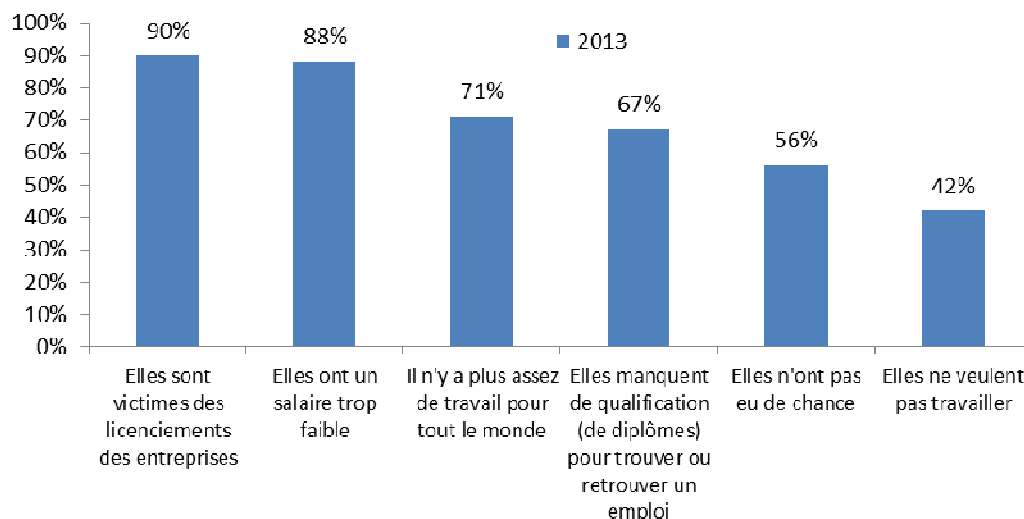
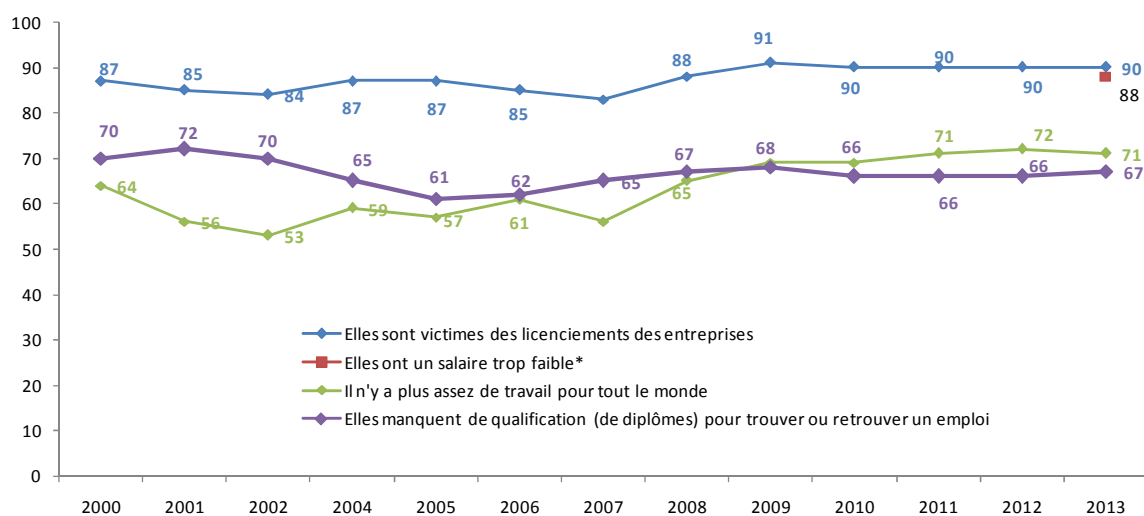
Les principales raisons évoquées pour expliquer les situations de pauvreté et d'exclusion sont le plus souvent d'ordre économique : «les licenciements des entreprises» (90%) et «le fait d'avoir un salaire trop faible» (88%) sont les deux propositions les plus souvent citées.

Les Français citent ensuite, le fait «qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde» (71%), «le manque de qualification pour trouver ou retrouver un emploi» (67%). «Le fait de ne pas avoir eu de chance» est ensuite cité par une nette majorité des Français (56%). Moins de la moitié d'entre eux citent enfin le fait de «ne pas vouloir travailler» (42%).

Parmi ces dernières causes avancées toutes sont assez stables par rapport aux dernières éditions de ce Baromètre, malgré une forte hausse pour l'ensemble d'entre elles entre 2007 et 2009 (à l'exception du fait de «ne pas vouloir travailler», qui est moins souvent cité qu'auparavant avec 55% de citations en 2002 contre 42% aujourd'hui). Le «manque de travail pour tout le monde» se distingue, avec une hausse de 6 points par rapport à 2008, signe que le chômage et la concurrence entre les salariés inquiètent de plus en plus les Français.

⁴² Q24. Selon vous, depuis 5 ans, la pauvreté et l'exclusion en France...

Q25. Et à l'avenir, pensez-vous que la pauvreté et l'exclusion en France... ?

Graphique 33 :**Q30. Principales causes de la pauvreté et de l'exclusion perçues en 2013 (%)⁴³****Q30. Principales causes de la pauvreté et de l'exclusion - évolutions (%)⁴⁴**

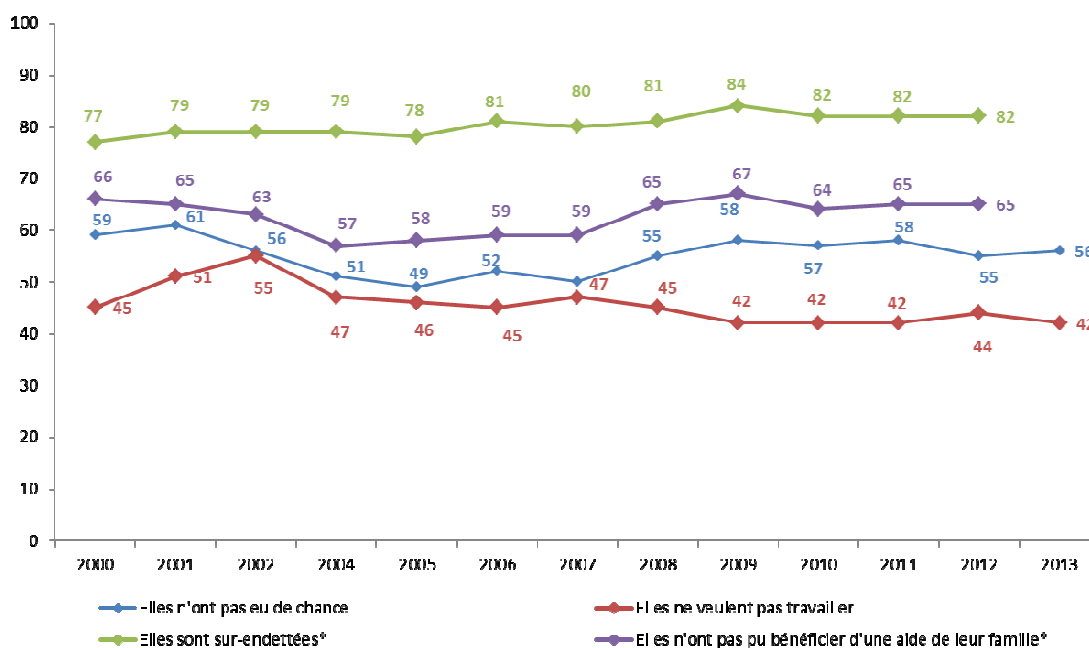
* Item posé pour la première fois en 2013

⁴³ Q30. Voici un certain nombre de raisons qui peuvent expliquer que des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord.

Si des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté, c'est parce qu'... ?

⁴⁴ Q30. Voici un certain nombre de raisons qui peuvent expliquer que des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord.

Si des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté, c'est parce qu'... ?

Q30. Autres causes de la pauvreté et de l'exclusion – évolutions (%)⁴⁵

* Items plus posés à partir de 2013

3. Les jeunes plus souvent perçus comme vulnérables face à la pauvreté et à l'exclusion

Cette année, 62% des Français considèrent que la pauvreté et l'exclusion peuvent concerner n'importe quel individu (ce score est en baisse de 4 points par rapport à l'année dernière).

Concernant le risque de paupérisation selon l'âge, les Français estiment que les plus jeunes seraient principalement exposés au risque d'exclusion ou de pauvreté. Une majorité relative d'entre eux (38%) estime que les jeunes âgés de 18 à 34 ans sont les plus concernés contre 12% pour les 35-49 ans, 19% pour les 50-64 ans et 13% pour les 65 ans et plus.

Pour ce qui est du risque de paupérisation selon le sexe, les Français apparaissent partagés. Si 41% d'entre eux déclarent que les hommes et les femmes sont égaux face à l'adversité, ils sont presque autant (42%) à déclarer que les femmes sont les plus susceptibles de se retrouver pauvres ou exclues (+ 3 points par rapport à 2012, +16 points par rapport à 2008), contre seulement 17% pour les hommes (-3 points par rapport à 2012, -4 points par rapport à 2008).

Dans le détail, on retrouve une corrélation entre les catégories sociodémographiques citées et les caractéristiques des répondants : les sondés ont davantage tendance à

⁴⁵ Q30. Voici un certain nombre de raisons qui peuvent expliquer que des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord.

Si des personnes se trouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté, c'est parce qu'...?

désigner leur propre classe d'âge comme la plus susceptible de tomber dans la précarité. A titre d'exemple, sur la question de l'âge, les moins de 35 ans sont 45% à choisir les tranches « 18-24 ans » ou « 25-34 ans » contre 35% des 35 ans et plus. Le phénomène s'observe également concernant le sexe : 45% des femmes citent les femmes comme plus vulnérables à la pauvreté contre 38% des hommes.

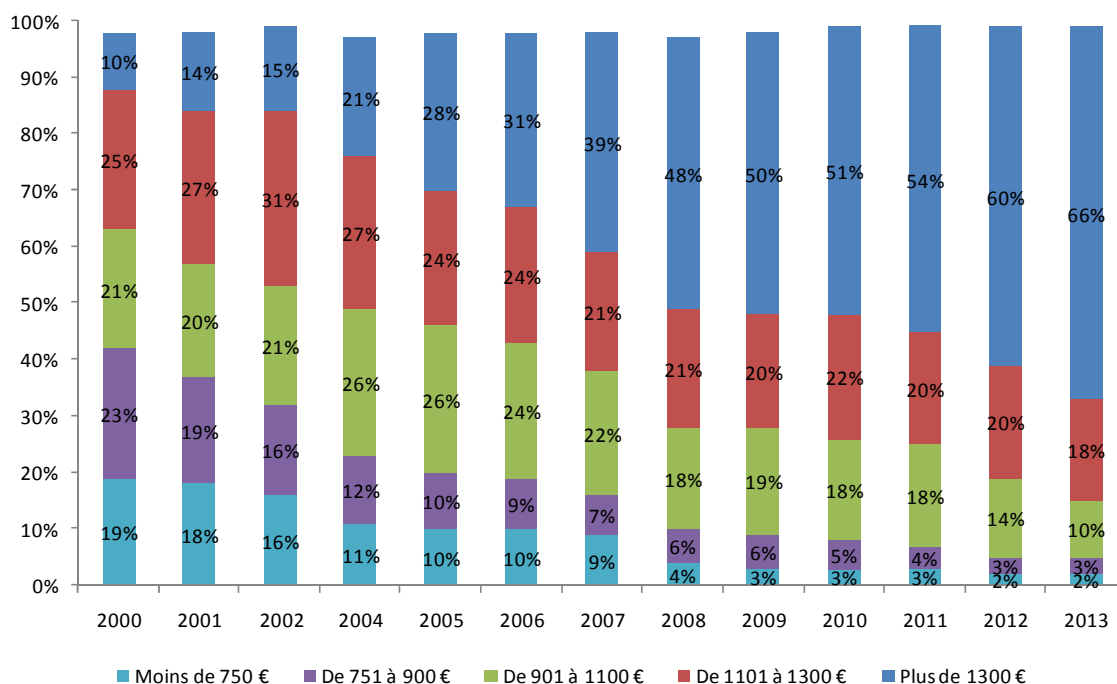
4. Le coût perçu de la vie en constante augmentation

Le montant dont doit disposer au minimum un individu pour vivre selon les Français continue d'augmenter, au fil des ans, depuis la création de ce Baromètre. Le montant moyen cité est de 1490 € en 2013. Ce montant minimum pour vivre augmente davantage que les prix depuis 2008 : il a augmenté de 160 €, soit 75 € si l'on soustrait l'inflation.

On observe également une augmentation sur plus longue période. Alors que 19% des Français estimaient en 2000 que « moins de 750 euros par mois étaient suffisants pour vivre », ils ne sont plus que 2% à l'affirmer en 2012 (-17 points). Inversement, alors qu'ils étaient seulement 10% à considérer que « plus de 1300 euros par mois était le montant minimum nécessaire pour vivre » en 2000, ils sont aujourd'hui une large majorité à le penser (66%, soit +56 points par rapport à 2000 et +6 points par rapport à 2012).

Graphique 34 :

Q31. Le montant minimum nécessaire à un individu pour vivre par mois⁴⁶ (%)



⁴⁶ Q31. Selon vous pour vivre, quel est le montant dont doit disposer AU MINIMUM un individu par mois ?

5. Les valeurs de concurrence et d'égalité auxquelles adhèrent les Français dans un contexte social difficile pour leur emploi

Plus de quatre Français sur dix estiment qu'il y a un risque de chômage pour eux-mêmes ou pour leur entourage (44%, +1 point par rapport à 2012, +4 points par rapport à 2010).

Une société qui exprime le souhait de revenus plus égalitaires

Concernant le choix entre des revenus plus égalitaires ou au contraire, l'encouragement des efforts individuels, une forte majorité de Français aspirent à davantage d'égalité : sur l'échelle de 1 à 10 proposée, 1 correspondant à l'idée d'une égalité plus importante des revenus et 10 correspondant à l'idée d'une incitation à des efforts individuels, 61% se positionnent sur les notes comprises entre 1 et 5 dont 37% vers le pôle extrême (notes 1 et 2) et 24% sur les notes comprises entre 3 et 5. A l'inverse, 28% optent pour les notes comprises entre 6 et 8 et 11% se placent sur l'extrême (notes 9 et 10).

La note moyenne s'établit sur cette question à 4,83 (contre 4,89 en 2012 et 4,37 en 2011).

Les Français qui citent la note 1 (18%) sont le plus souvent issus des catégories sociales les plus défavorisées : employés et ouvriers (21%), personnes sans diplôme (24%) ou encore personnes ayant un revenu mensuel inférieur à 1000 euros (25%).

Les notes 8, 9 et 10 (21% des citations) sont au contraire davantage citées par les personnes issues des milieux socioéconomiques les plus favorisés : profession libérale ou cadre supérieur (27%) et personnes vivant dans un foyer dont le revenu mensuel est supérieur à 2400 euros par mois (23%).

Des Français partagés sur les bienfaits de la concurrence

Lorsqu'il est demandé aux Français de positionner leur opinion à propos de la concurrence sur une échelle de 1 à 10, 1 signifiant qu'ils estiment «que la concurrence est une bonne chose car elle pousse les gens à travailler dur et à trouver de nouvelles idées» et la note 10 signifiant qu'ils estiment que «la concurrence est dangereuse car elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens», ils préfèrent en majorité définir la concurrence comme «une bonne chose car elle pousse les gens à travailler dur et à trouver de nouvelles idées» en positionnant leur opinion sur les notes 1 à 5 (63%). 37%, à l'inverse, positionnent leur opinion sur les notes 6 à 10, signifiant ainsi qu'ils estiment plutôt la concurrence «dangereuse car elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens».

Néanmoins, un quart des Français (25%) positionne son opinion sur la note 5. Ainsi, bien que cela constitue un positionnement en faveur de la concurrence au regard de l'échelle proposée, cette réponse peut également être perçue comme une opinion neutre ou partagée entre les deux extrêmes considérés. Ainsi, 38% des Français positionnent leur opinion sur les notes 1 à 4 (estimant ainsi que la concurrence est une bonne chose), 37% sur les notes 6 à 10 et 25% sur la note 5.

La note moyenne s'établit sur cette question à 5,08 (contre 4,96 en 2012 et 5,14 en 2011).

En tendance, les personnes issues des milieux les moins favorisés perçoivent plutôt la concurrence comme une mauvaise chose tandis que les personnes issues des milieux les plus favorisés estiment plus que la concurrence est une bonne chose.

B - Pauvreté et exclusion : opinion à l'égard des politiques sociales

1. L'État : acteur essentiel dans la prise en charge de la précarité

L'Etat est toujours cité par une grande majorité de Français comme l'acteur qui doit prendre en charge principalement les personnes en difficulté sociale (61%), score qui connaît une légère baisse ces dernières années (-6 points par rapport à 2010, -9 points par rapport à 2009). Suivent les collectivités locales (17%), les familles (8%), les associations (7%), les caisses d'allocations familiales (5%), et les compagnies d'assurance (2%).

2. Le montant du RSA est jugé insuffisant

Comme on peut l'observer chaque année, le montant du RSA est connu par une minorité de Français et est très généralement surestimé, malgré un certain gain de notoriété : 42% des Français le situent de manière exacte, à 50 euros près - soit entre 400 et 500 euros. Ce score est en hausse de 3 points par rapport à 2012. Concernant les autres réponses, alors que 6% donnent un montant inférieur à 400 euros, ils sont plus d'un tiers (35%) à donner un montant supérieur à 500 euros. 17% préfèrent ne pas s'avancer à donner une réponse, un chiffre en baisse par rapport aux années précédentes.

Une fois annoncé le montant exact du RSA - de 480 euros par mois environ en 2013 -, 59% des Français (-6 points par rapport à 2012) estiment que ce revenu doit être augmenté. 12% souhaiteraient au contraire le voir diminuer et 26% l'estiment à un niveau correct.

3. Des Français partagés sur les modalités de versement du RSA et sur son impact

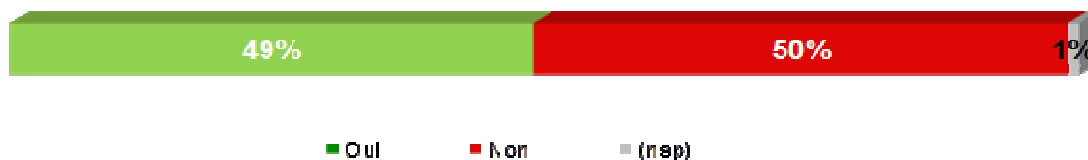
Les Français sont partagés concernant les modalités de versement du RSA. Ainsi, 49% des répondants (-2 points par rapport à 2012) sont d'accord avec le principe du versement du RSA à ses bénéficiaires sans limite de temps, contre 50% qui ne sont pas d'accord avec ce principe.

Par ailleurs, 46% d'entre eux pensent que le RSA encourage les personnes sans emploi à reprendre un travail. Ils sont en revanche 7 sur 10 à juger que le RSA entraîne le développement des emplois précaires (72%).

Les employeurs ainsi que les personnes touchant de hauts revenus sont parmi les plus critiques sur le principe de versement du RSA à ses bénéficiaires sans limite dans le temps (55% des employeurs et 56% des personnes touchant plus de 2400 euros par mois sont opposés à ce principe de versement illimité dans le temps, contre 50% en moyenne). Enfin, si la critique de ce principe est logiquement moins forte auprès des personnes directement concernées, elle reste néanmoins non négligeable : parmi les individus vivant dans un foyer où est perçu le RSA, 24% ne sont pas d'accord avec le principe de son versement sans limite dans le temps, alors que 76% y sont favorables.

Graphique 35 :

Q35b. Accord sur le principe du versement du RSA sans limite dans le temps⁴⁷

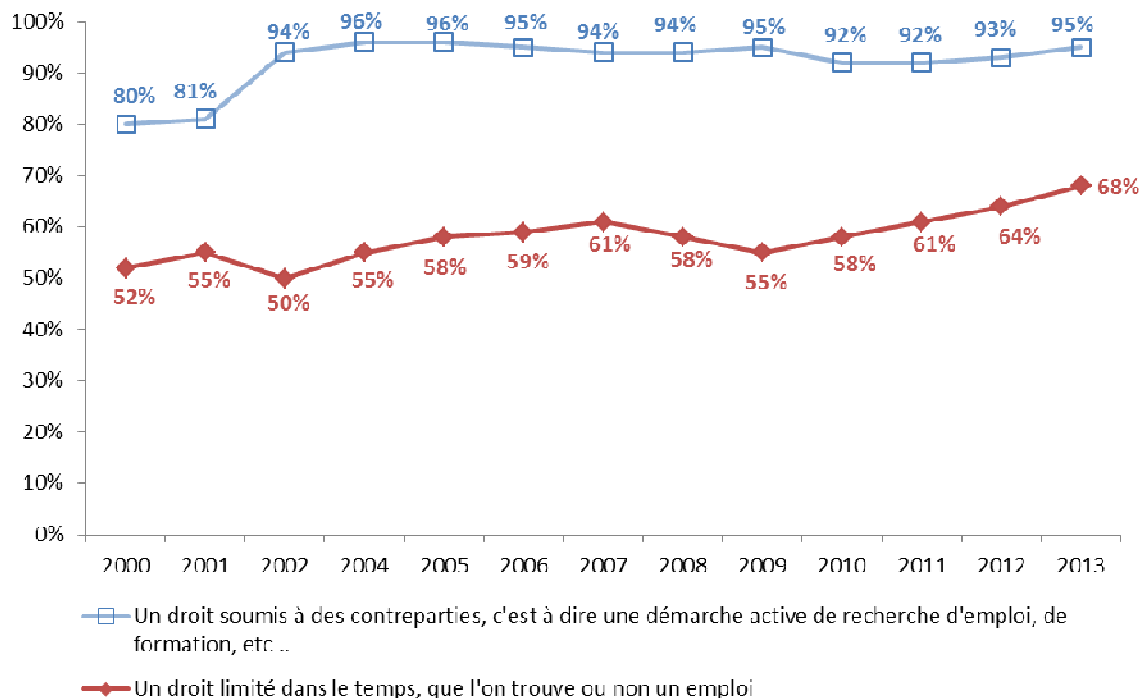


4. 95% des Français considèrent que les allocations chômage doivent être soumises à contreparties

Les Français sont dans leur grande majorité exigeants à l'égard des modalités d'attribution des allocations chômage et considèrent quasiment tous (95%) que celles-ci doivent être soumises à des contreparties.

Les chiffres de cette année sont stables concernant les diverses contreparties qui pourraient s'appliquer aux bénéficiaires d'allocations chômage. Les Français interrogés sont 94% à trouver normal que les bénéficiaires d'allocations chômage acceptent d'effectuer un stage en formation et 76% à trouver normal qu'on leur demande de participer à des tâches d'intérêt général proposées par l'administration ou une collectivité locale (76%). Enfin, 67 % trouvent normal de leur demander d'accepter les emplois qui leur sont proposés.

⁴⁷ Q35 bis. Le RSA est également versé sans limite dans le temps à des travailleurs aux ressources modestes. Êtes-vous d'accord sur le principe que le RSA leur soit versé sans limite dans le temps ?

Graphique 36 :**Q36. Le jugement sur les modalités des allocations chômage⁴⁸ (% Oui)****5. Des Français globalement favorables à l'attribution des logements sociaux en priorité aux plus démunis**

75% des Français considèrent que les logements sociaux doivent en priorité être attribués aux plus démunis, à savoir les familles à revenus modestes avec enfants (42%) et les personnes en grande difficulté (33%, -5 points par rapport à 2012). Plus d'une personne sur cinq (24%) souhaite toutefois une attribution plus large des logements sociaux à l'ensemble des classes moyennes.

La question de la mixité sociale divise par ailleurs l'opinion : une courte majorité des Français (51%) est favorable au fait de permettre les locataires des logements sociaux ayant des revenus supérieurs au plafond autorisé à y rester en leur faisant payer des loyers plus élevés de manière à privilégier la mixité sociale. A l'inverse, 47% sont opposés à cette idée et estiment qu'il faudrait obliger ces locataires à déménager pour permettre à ceux qui en ont vraiment besoin de bénéficier d'un logement social. Ce score est en hausse de 8 points par rapport à 2007.

⁴⁸ Q36. Pour vous, les allocations chômage doivent-elles être ... ?

VII – Les Français et les retraites

* **73%** des non-retraités considèrent que leur niveau de vie, une fois leur retraite prise, sera moins bon que celui de l'ensemble de la population
..... Voir p. 66

* Depuis 2004, l'âge souhaité de départ à la retraite et l'âge pronostiqué de départ à la retraite ont augmenté de 2 ans. Voir p. 67

* **87%** des Français estiment que le fait d'avoir élevé des enfants doit conduire à des avantages concernant la retraite Voir p. 69

* **88%** des Français considèrent que les personnes qui ont commencé à travailler plus jeunes doivent avoir la possibilité de partir à la retraite plus tôt
..... Voir p. 70

A - Des Français de plus en plus pessimistes pour leur retraite

1. Un sentiment croissant de paupérisation des retraités qui se confirme

Les Français évaluent le niveau de vie moyen des retraités de façon négative comparé à celui de l'ensemble de la population. Ils sont 58% à estimer que leur niveau de vie est moins bon (hausse de 2 points par rapport à l'année dernière). Ce score apparaît en hausse de 27 points par rapport à 2004. A l'inverse, 18% des Français estiment que le niveau de vie moyen des retraités est meilleur que celui de l'ensemble de la population. Ce score est en hausse de 2 points par rapport à 2012 mais en baisse de 15 points par rapport à 2004. Ainsi, l'idée d'une paupérisation des conditions de retraite tend à s'imposer de plus en plus dans l'opinion publique.

Par ailleurs, on constate un clivage générationnel et social sur cette question : 64% des moins de 35 ans estiment que les retraités ont en moyenne un niveau de vie inférieur à celui du reste de la population contre 48% des 65 ans et plus, qui sont moins nombreux à partager cette opinion relative à leur propre niveau de vie. On remarque également que les personnes issues des catégories socioéconomiques les plus défavorisées estiment plus souvent que les autres que les retraités ont un niveau de vie inférieur au reste de la population. Cela est notamment le cas des ouvriers (64%) et des personnes sans diplôme (66%).

Au sujet de leur propre retraite, les Français sont encore plus négatifs : 73% des non-retraités considèrent que leur niveau de vie, une fois leur retraite prise, sera moins bon que celui de l'ensemble de la population. Ce score est en hausse de 4 points par rapport

à 2012, il s'agit du plus haut score jamais atteint depuis la création de ce Baromètre. Ensuite, une minorité pense au contraire qu'il sera meilleur (7%) et un cinquième qu'il sera à peu près identique (19%).

Si des écarts générationnels peuvent également être observés, ce sont cette fois les 25-34 ans qui tendent à se représenter leur niveau de vie comme moins bon que celui de l'ensemble de la population une fois à la retraite (78%). Enfin, ce sont les personnes aux revenus faibles et moyens (76% et 77%) qui craignent le plus souvent un niveau de vie moins bon que la population dans son ensemble lorsqu'elles seront retraitées.

2. Souhait et pronostic de départ en retraite : un âge pressenti de plus en plus élevé

L'âge auquel les Français souhaiteraient ou auraient aimé prendre leur retraite est de 60 ans en moyenne. Souhait et pronostic ne sont pas identiques sur cette question : les non retraités interrogés au sujet de l'âge auquel ils pourront, d'après eux, prendre leur retraite, pensent cette année, comme en 2012, pouvoir prendre leur retraite à 65 ans en moyenne.

Depuis 2004, l'âge souhaité de départ à la retraite et l'âge pronostiqué de départ à la retraite ont augmenté de 2 ans.

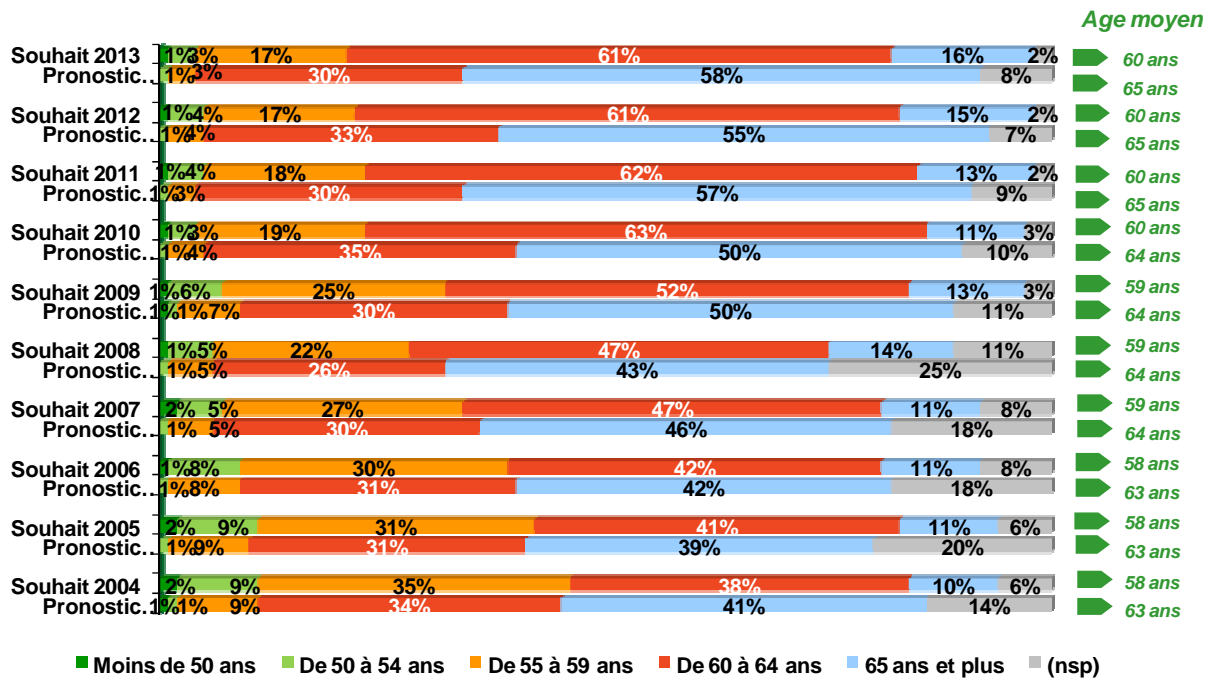
En outre, comme en 2012, la majorité des individus souhaiteraient prendre sa retraite entre 60 et 64 ans (61%, +9 points par rapport à 2009, +14 points par rapport à 2008). Concernant le pronostic de départ à la retraite, la part de ceux qui le situent à 65 ans et plus a progressé de 3 points par rapport à 2012, passant de 55% à 58% en 2013.

Pour autant, quand on les interroge sur l'âge à partir duquel il n'est, selon eux, plus acceptable de faire travailler les gens, plus de trois quarts des Français (74%) citent un âge égal ou inférieur à 65 ans. 22%, en revanche, envisagent que les gens puissent travailler au-delà de 65 ans, 3% estimant que la durée d'activité professionnelle peut s'étendre au-delà des 70 ans.

En parallèle avec les résultats observés précédemment concernant le souhait et le pronostic de départ à la retraite, il est intéressant de remarquer la hausse d'un an, entre 2010 et 2011, de l'âge à partir duquel il n'est, selon les Français, plus acceptable de faire travailler les gens. Cet âge est passé de 63 à 64 ans en moyenne. La moyenne de 64 ans s'est maintenue en 2013, confirmant l'évolution constatée.

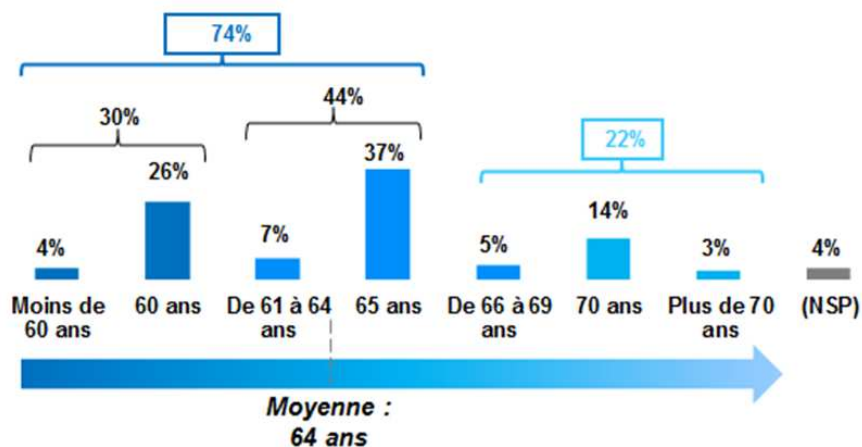
Graphique 37 :

Q49/Q50. Souhait et pronostic concernant son âge de départ à la retraite (%)⁴⁹



Graphique 38 :

Q50bis. Opinion quant à l'âge à partir duquel il n'est plus acceptable de faire travailler les gens (%)⁵⁰



⁴⁹ Q49. Dans l'idéal, à quel âge souhaiteriez-vous ou auriez-vous aimé prendre votre retraite ?
Q50. Et à quel âge, d'après vous, pourriez-vous prendre votre retraite ?

⁵⁰ Q50bis. Et à partir de quel âge estimez-vous qu'il n'est plus acceptable de faire travailler les gens ?

L'âge semble avoir une grande influence dans les réponses à cette question : 42% des 65 ans et plus jugent qu'il n'est plus acceptable de faire travailler les gens au-delà de 65 ans contre 30% des 18-24 ans. On note également de grandes disparités dans les réponses en fonction de la profession exercée : 30% des ouvriers considèrent comme inacceptable de faire travailler au-delà de 65 ans contre 41% des professions libérales et des cadres supérieurs.

3. Des Français de plus en plus disposés à prolonger leur activité pour bénéficier d'une retraite à taux plein

Ce recul anticipé de l'âge de départ à la retraite se retrouve de manière encore plus marquée lorsqu'on interroge les Français sur le moment souhaité de départ à la retraite par rapport au montant atteint de leur pension. Près des deux tiers des Français (64%) affirment qu'ils souhaiteraient prendre leur retraite au moment où ils pourront bénéficier d'une retraite à taux plein (+21 points par rapport à 2008). Ils sont par ailleurs plus nombreux à vouloir partir plus tard pour augmenter leur pension (21%, +4 points par rapport à 2008) plutôt que de partir plus tôt, quitte à avoir une pension plus faible (12%). Dans un contexte de difficultés sociales, le montant des pensions en fonction du nombre d'années de cotisations semble inciter de plus en plus les actifs à continuer de travailler et cotiser alors qu'ils pourraient prendre leur retraite sans taux plein. Enfin, on note que cette année encore, comme depuis 2009, seulement 3% des Français ne se prononcent pas sur cette question, contre 30% auparavant.

Dans le détail, on note que les artisans-commerçants sont davantage enclins à prolonger leur activité de manière à augmenter le montant de leur pension (24%) que ne le sont les professions libérales ou les cadres supérieurs (21%) ou encore les ouvriers (22%). A l'inverse, ces derniers souhaitent, en majorité, partir dès que leur retraite sera à taux plein (64%). L'âge a également une influence sur le souhait de départ plus tôt à la retraite qui capte moins l'adhésion des plus jeunes (8% seulement des moins de 35 ans souhaiteraient partir plus tôt contre 16% des 50 ans et plus).

4. Des Français majoritairement prêts à voir baisser leurs revenus au moment du départ à la retraite

Les Français paraissent consentir à plus de baisses de leur niveau de pension par rapport aux années précédentes. De fait, moins d'un tiers (32%) affirment ne consentir à aucune baisse, score en baisse de 3 points par rapport à 2010. Si comme auparavant, un quart d'entre eux (27%) consentirait à une baisse de 10%, ils sont plus nombreux qu'avant à accepter une baisse de 20% (28%, +3 points par rapport à 2012). Une minorité consentirait par ailleurs à des baisses supérieures (9% pour une baisse de 30%, 2% pour 40% ou plus).

Sur cette question, des clivages selon l'âge et le statut professionnel sont constatés : les 35 ans et plus (34%) ainsi que les personnes issues des catégories socioprofessionnelles les moins favorisées, employés (40%) et ouvriers (37%) notamment, sont davantage décidés à ne consentir à aucune baisse de revenus lors de

la retraite. A l'inverse, les plus jeunes et les personnes issues des catégories socioprofessionnelles les plus favorisées tiennent moins au maintien des retraites à leur niveau actuel (27% des 18-24 ans)

B - Les modalités de départ à la retraite : les Français plutôt favorables à des avantages liés à la parentalité et au départ à la retraite anticipée pour les carrières longues et les ouvriers

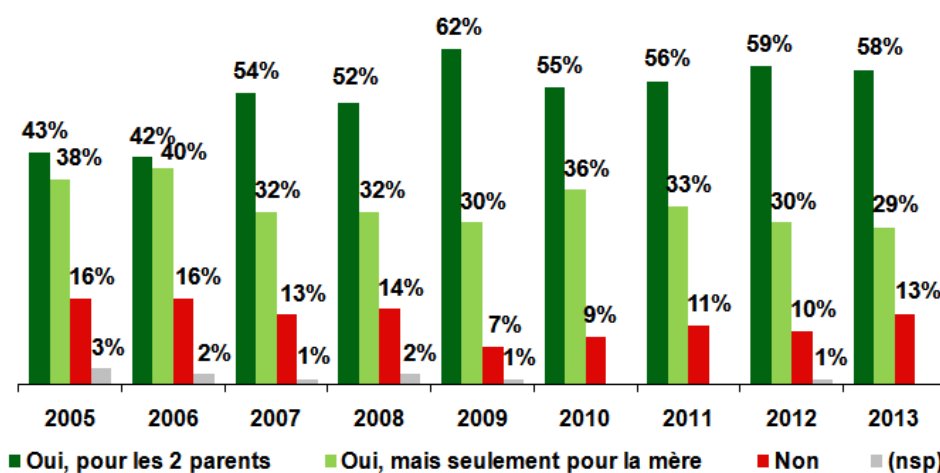
1. Le fait d'avoir élevé des enfants, un critère très légitime pour se voir accorder des avantages au moment de la retraite

Le fait d'avoir élevé des enfants est un argument largement partagé par les Français en ce qui concerne l'octroi d'avantages au passage à la retraite : 87% des Français sont d'accord avec cette prérogative, un score qui baisse cependant depuis l'année 2009 (92% en 2009). Une large moitié défend l'idée que ces avantages doivent être accordés aux deux parents (58%, -1 point par rapport à 2012) tandis qu'un tiers estime que ces avantages doivent être réservés à la mère (29%, -1 point). La défense de l'égalité légitimité de chacun des deux parents à en bénéficier tend à se confirmer dans l'opinion publique (+15 points par rapport à 2005).

L'idée que les avantages soumis au fait d'avoir élevé des enfants soient réservés à la mère perd du terrain auprès des nouvelles générations (36% des 65 ans et plus contre 16% des 18-24 ans).

Graphique 39 :

Q54. Adhésion concernant l'avantage procuré par le fait d'avoir élevé des enfants (%)⁵¹



⁵¹ Q54. Pensez-vous que le fait d'avoir élevé des enfants doit conduire à des avantages au moment de la retraite?

2. Pour les Français, le fait d'avoir travaillé plus jeune justifie largement un départ à la retraite anticipé

88% des Français considèrent qu'il est normal que les personnes qui ont commencé à travailler plus jeunes puissent avoir la possibilité de partir à la retraite plus tôt. Ce niveau d'accord avec cette proposition est stable sur les 5 dernières années.

3. Un avis partagé sur le souhait de voir les cadres travailler plus longtemps que les autres catégories socioprofessionnelles

50% des Français considèrent que les cadres doivent cotiser plus longtemps que les ouvriers car ils ont une espérance de vie plus longue (contre 48% qui estiment que le nombre d'années de cotisation doit être le même). Cette opinion selon laquelle les cadres doivent cotiser plus longtemps a progressé de 20 points entre 2005 et 2010, puis a diminué de 7 points par rapport à 2011.

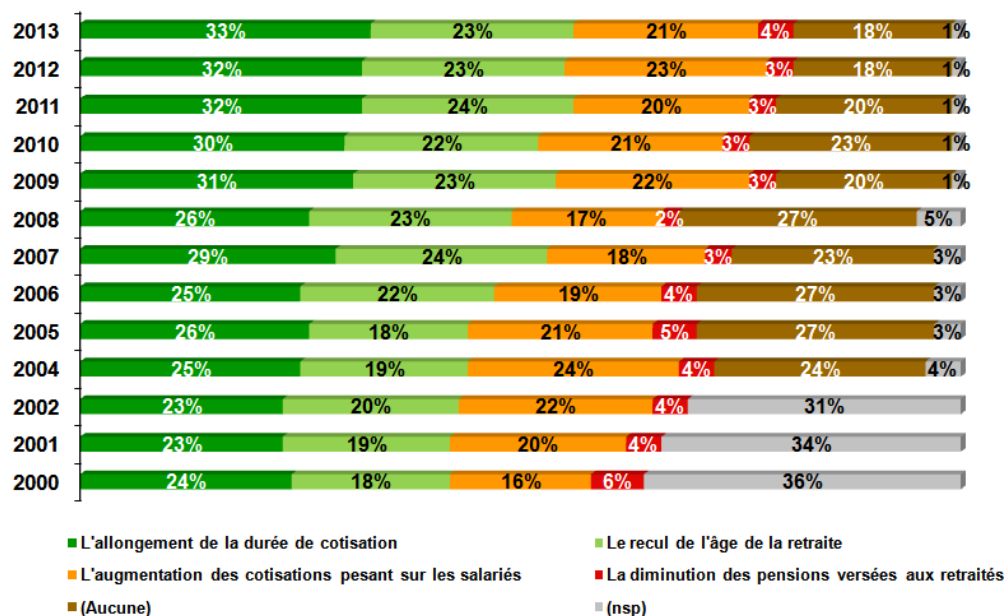
C - Les grands principes de financement du système de retraite

1. L'allongement de la durée de cotisation et le recul de l'âge de la retraite en tête des préférences de réformes

Parmi les solutions proposées pour préserver le système de retraite, près d'un tiers des Français (33%) préfère l'allongement de la durée de cotisation. Suivent le recul de l'âge de départ à la retraite (23%) et l'augmentation des cotisations pesant sur les salariés pour 21% des répondants.

Par ailleurs, 18% des Français ne retiennent aucune des solutions proposées. Il s'agit là encore du plus bas niveau d'indécis constaté depuis 2004, ce qui traduit une meilleure acceptation du fait qu'il apparait nécessaire de prendre des mesures pour préserver le système de retraite.

Comme lors des années précédentes, l'idée d'une diminution des pensions versées aux retraités reste par ailleurs la moins souvent citée par les personnes interrogées (4%).

Graphique 40 :**Q55. Les préférences en matière de réforme du système de retraite (%)⁵²****2. Des Français toujours partagés sur le développement de l'épargne individuelle pour compléter les retraites**

Les Français sont une majorité à estimer qu'il faut garder le système actuel en l'adaptant (57%). Ce niveau tend à croître depuis 10 ans (+11 points par rapport à 2001). A l'inverse, 30% des Français considèrent qu'il faut ajouter au système actuel un complément d'assurance ou d'épargne individuelle (- 1 point comparé à 2000). Enfin 11% des Français estiment qu'il faut remplacer le système actuel par un système d'assurance ou d'épargne individuelle.

L'âge des personnes interrogées est un critère majeur de clivage sur ce point : en effet, les jeunes générations sont plus nombreuses à défendre l'ajout d'un complément d'assurance : 39% des 25 à 34 ans contre 24% des 65 ans et plus. La profession semble également avoir un effet quant à la volonté de vouloir remplacer le système actuel par un système d'assurance ou d'épargne individuelle (15% des ouvriers contre 7% des artisans ou commerçants.)

⁵² Q55. Parmi les solutions suivantes pour préserver le système de retraite par répartition tel qu'il existe, laquelle a votre préférence ?